



**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX
PROCEDURE ADAPTEE**

Conclu en application de l'Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale, et des articles, L 2123-1 3°, R 2123-1 2° et R 2123-4- à 6 du code de la commande publique.

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
CCAP
COMMUN A TOUS LES LOTS
MAPA 02/2025**

**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX
OPERATION DE TRAVAUX D'AMENAGEMENT INTERIEUR DU NOUVEAU SITE DE TOULON DE
L'URSSAF PACA**

5 LOTS

Lot 01 : CLOISONS – FLAUX-PLAFONDS – MENUISERIES INTERIEURES

Lot 02 : REVETEMENTS SOLS ET MURS

Lot 03 : PEINTURES – NETTOYAGES

Lot 04 : CVC-PLOMBERIE – SANITAIRES

Lot 05 : ELECTRICITE (CFO – CFA – SSI)

POUVOIR ADJUDICATEUR/MAITRE D'OUVRAGE

URSSAF PACA

TSA 99999

20 avenue Viton

13287 Marseille Cedex 09

Le pouvoir adjudicateur est représenté par :

Monsieur le Directeur de l'URSSAF PACA

Monsieur Franck BARBE

SOMMAIRE

CHAPITRE I – STIPULATIONS GENERALES	3
Article Liminaire – Présentation de l’opération	3
Article 1 – Objet du marché - Mode de passation - Travaux similaires	4
Article 2 – Pièces constitutives du marché	6
Article 4 – Intervenants à l’acte de construire	7
Article 5 – Groupement d’opérateurs économiques	8
Article 6 – Clause sociale.....	8
CHAPITRE II – CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHE	12
Article 7 – Forme du prix et conditions de variation	12
Article 8 – Révision des prix.....	14
Article 9 – Décomptes mensuels et décompte général et définitif	16
Article 10 – Avances.....	18
Article 11 – Délais de paiement	20
Article 12 – Nantissement/cession de créances	20
Article 13 – Retenue de garantie	21
CHAPITRE III - CONDITIONS D’EXECUTION DU MARCHE	22
Article 14 – Ordres de service	22
Article 16 – Sous-traitance.....	22
Article 17 – Délais d’exécution	25
Article 18 – Pénalités.....	26
Article 19 – Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	29
Article 20 – Spécifications techniques, contrôle et prise en charge des matériaux et produits	30
Article 21 – Période de préparation préalable à l’exécution effective des travaux et implantation des ouvrages	30
Article 23 - Organisation, sécurité et hygiène sur le chantier	31
Article 24 – Contrôles des travaux.....	34
Article 25 – Augmentation des travaux	34
Article 26 – Modifications de contrat en cours d’exécution	35
CHAPITRE IV - DROITS ET OBLIGATIONS INHERENTS A L’ACHEVEMENT DES TRAVAUX	39
Article 27 – Réception des ouvrages ou travaux	39
Article 28 – Documents fournis après exécution.....	39
Article 29 – Garanties	40
Article 30 – Assurances	41
Article 31 – Autres pièces à produire	41
Article 32 - Résiliation	42
Article 33 – Mesures coercitives	43
Article 34 – Sécurité	43
Article 35 – Confidentialité.....	44
Article 36 – Protection des données personnelles	45
Article 37– Règlement des litiges.....	48
Article 38– Dérogations aux documents généraux	48

CHAPITRE I – STIPULATIONS GENERALES

Article Liminaire – Présentation de l'opération

L'opération a pour objet l'aménagement intérieur des surfaces de l'immeuble de bureau « Le Saunier », en cours d'acquisition dans le cadre d'une Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA) par l'Urssaf PACA, et dont la construction est en cours. Le bâtiment sera livré pour le début de la réalisation des présents marchés de travaux.

Les espaces dont l'Urssaf PACA se porte acquéreur totalisent une surface de plancher de 2800 m² et sont réparties comme suit :

- Niveau 0 partiel : aménagement des espaces d'accueil du public (ERP 5^e Catégorie type W)
- Niveaux 2 à 5 complets : aménagement des espaces de travail tertiaires (Code du travail)
- Niveau -1 : Parc de stationnement (17 places)

L'Urssaf PACA ne se porte pas acquéreur de la globalité de l'immeuble « Le Saunier ». Le niveau 1 ainsi qu'une partie des niveaux -1 et 0 sont en dehors du périmètre de l'opération.

Le projet consiste à prévoir les aménagements intérieurs des plateaux, le raccordement et les adaptations des installations techniques.

Les principaux enjeux du programme sont les suivants :

- Modularité et flexibilité des espaces et surfaces pour s'adapter aux évolutions futures de l'organisation de l'organisme
- Démarche environnementale vertueuse avec les labels OSMOZ, Accessibilité et R2S.

Les aménagements, conçus et réalisés en adéquation avec les dispositions présentées dans le programme fonctionnel, établi par l'URSSAF PACA, et ses annexes, devront répondre aux attentes du maître d'ouvrage en termes de performance énergétique et environnementale.

L'immeuble se situe dans une commune à potentiel radon classée en niveau 3.

Les travaux d'aménagement intérieur seront réalisés en site libre, dans un immeuble potentiellement occupé par un autre preneur que l'URSSAF PACA.

La maîtrise d'œuvre prendra les dispositions nécessaires pour limiter au maximum d'éventuelles nuisances (bruit, poussière, accès, etc.) au preneur autre que l'URSSAF PACA.

Les travaux devront débuter dès la livraison du bâtiment et assurer l'emménagement des équipes sur le site conformément au calendrier de l'URSSAF PACA qui est conditionné par la date de départ de son site actuel.

• Performance environnementale

L'aménagement du site sera valorisé à travers l'obtention de labels environnementaux.

L'objectif est l'obtention des labels suivants :

- Label OSMOZ, levier 2 (Certivéa)
- Label Accessibilité (Certivéa)
- Label R2S (Ready 2 Service – Certivéa)

Les produits proposés par les entreprises, leurs mises en œuvre et l'intervention de chaque entreprise sur le chantier seront réalisés dans le respect de cette démarche et pour atteindre les performances attendues. A ce titre, les entreprises se référeront aux documents qui détaillent ces exigences :

- Charte de chantier à faibles nuisances
- Notice environnementale avec les annexes
- Les grilles Certivea

Les entreprises fourniront à la phase VISAS, les documentations des produits qu'elles proposent, avec les documentations correspondantes aux exigences environnementales et obtiendront l'aval du responsable environnemental de la Maîtrise d'œuvre sur leurs propositions.

Les matériaux en contact avec l'air intérieur (sols, murs et plafonds) bénéficieront d'un classement A+ de l'étiquette « Emissions dans l'air intérieur », ainsi que d'un label environnemental qualifiant les faibles émissions dans l'air.

- **Contraintes de calendrier :**

Les dates indiquées sont données à titre indicatif et s'inscrivent dans le délai global prévisionnel d'exécution conformément au planning prévisionnel de la maîtrise d'ouvrage et seront susceptibles d'évoluer.

Date prévisionnelle de livraison VEFA : 3^{ème} trimestre 2025 (fin septembre 2025)

Date prévisionnelle de démarrage des travaux d'aménagement intérieur : octobre 2025

Date de réception prévisionnelle des travaux preneurs : avril 2026

- **Adresse d'exécution :**

Immeuble « Le Saunier »
Rue Saunier
83200 TOULON

Article 1 – Objet du marché - Mode de passation - Travaux similaires

1.1 Objet du marché de travaux – dévolution en lots séparés

Le présent marché concerne les travaux d'aménagement intérieur de l'immeuble de bureau « Le Saunier », à Toulon pour l'Urssaf PACA, acquis en VEFA dans le cadre du relogement du site Toulonnais.

L'opération comprend la partie ouest du Rez-de-Chaussée et les plateaux entiers des R+2, R+3, R+4 et R+5 soit environ 2800m² de surface de plancher.

Le projet consiste à prévoir les aménagements intérieurs des plateaux, le raccordement et les adaptations des installations techniques.

Conformément à l'article L2113-1 à 3 du code de la commande publique, les travaux sont répartis en 5 lots séparés :

N° lot	Dénomination	Nomenclature CPV
1	Cloisons – faux-plafonds – menuiseries intérieures	45421141-4 – Travaux de cloisonnement 45421146-9 – Mise en place de plafonds suspendus 45421000-4 – Travaux de menuiseries
2	Revêtements de sols et murs	45430000-0 Revêtements de sols et de murs
3	Peintures – nettoyages	45442100-8 Travaux de peinture
4	CVC – plomberie – sanitaires	45330000-9 – Travaux de plomberie 45331000-6 – Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation, de climatisation
5	Electricité (CFO – CFA – SSI)	45311000-0 – Travaux de câblage et

		<i>d'installations électriques 45343000-3 Travaux d'installation de dispositifs de prévention contre les incendies</i>
--	--	--

Chaque lot séparé constitue un marché à part entière faisant l'objet d'un acte d'engagement liant respectivement chacun des cocontractants envers le pouvoir adjudicateur.

1.2 Mode de passation

Le marché est passé conformément à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale et aux dispositions du code de la commande publique

Le présent marché fait l'objet d'une procédure adaptée conformément aux articles, L 2123-1 1°, R 2123-1 1° et R 2123-4- à 6 du code de la commande publique.

1.3 Forme du marché – Tranches fermes et optionnelles

Les lots n°1 et 5 sont conclus sous la forme de marchés à tranches conformément aux articles R 2113-4 et R2113-6 du code de la commande publique.

Le lot n°1 et décomposé comme suit :

Tranche ferme – TF	L'ensemble des travaux décrits au chapitre 1 cloisons – faux-plafonds et chapitre 2 menuiseries intérieures du CCTP du lot n°1
Tranche optionnelle – TO01	Remplacement des stores à manœuvre manuelle par manœuvre électrique

Le lot n°5 est décomposé comme suit :

Tranche ferme – TF	L'ensemble des travaux CFO-CFA-SSI décrit au CCTP du lot n°5.
Tranche optionnelle – TO01	Alarme anti-intrusion
Tranche optionnelle – TO02	Alimentations des stores et commandes

Le pouvoir adjudicateur est libre d'affermir ou de ne pas affermir les tranches optionnelles.

Les tranches optionnelles seront affermies dans le délai maximum de 6 mois à compter de la notification au titulaire. La décision d'affermissement est nécessairement expresse. Aucune tranche optionnelle ne sera affermie tacitement. Si aucune décision du pouvoir adjudicateur n'est intervenue dans le délai de 6 mois à compter de la notification au titulaire, les tranches optionnelles sont réputées non affermies par le maître d'ouvrage et cela, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une indemnité d'attente ou de dédit.

1.4 Travaux similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L 2122-1 et R 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés de travaux ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

1.5 Catégories d'ouvrages et nature des travaux

Les travaux d'aménagement intérieur seront réalisés sur un ouvrage de bâtiment neuf.

1.6 Durée du marché

Les marchés prendront effet à compter de leur date de notification et se termineront à la fin de la levée de l'intégralité des réserves à l'issue de la garantie de parfait achèvement, le cas échéant prolongée.

Article 2 – Pièces constitutives du marché

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) a pour objet de compléter l'acte d'engagement et de définir les obligations juridiques, administratives et financières des parties qui les ont acceptées pour l'exécution du présent marché.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) propres à chacun des lots, mentionnés à l'article 2 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, il est établi l'ordre de priorité décroissant des pièces du marché suivant :

- 1) Les actes d'engagement (AE) propres à chaque lot de la présente consultation et leurs annexes notamment :
 - Les décompositions du prix global et forfaitaire propres à chaque lot (D.P.G.F.)
- 2) Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots,
- 3) Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) de l'opération :
 - Le Cahier des clauses techniques Communes – prescriptions communes TCE (CCTC)
 - Les cahiers des clauses techniques particulières propres à chaque lot et leurs annexes :
 - Le Cahier des clauses techniques particulières du lot n°01 (CCTP 01)
 - Le Cahier des clauses techniques particulières du lot n°02 (CCTP 02)
 - Le Cahier des clauses techniques particulières du lot n°03 (CCTP 03)
 - Le Cahier des clauses techniques particulières du lot n°04 (CCTP 04)
 - Le Cahier des clauses techniques particulières du lot n°05 (CCTP 05)
 - Annexes des CCTP lots n°01 à 5 :
 - L'ensemble des notices et rapports (y compris carnets, cahiers des charges, notes, études et plans)
 - Charte chantier à faibles nuisances
 - CCTP environnemental
 - L'ensemble des pièces graphiques
 - L'ensemble des maquettes numériques

Les titulaires des lots de la présente consultation sont réputés connaître dans toutes leurs stipulations les CCTP et annexes des lots qui ne les concernent pas. Ces CCTP sont joints au dossier de consultation.

- 4) Le rapport initial de contrôle technique (RICT)
- 5) Le plan général de coordination du SPS (PGC),
- 6) Le Dossier d'Intervention Ulérieure à l'Ouvrage (DIUO)

- 7) Les Dossiers sur ouvrages exécutés (DOE)
- 8) Le règlement de copropriété
- 9) Le planning détaillé d'exécution des travaux,
- 10) Le planning prévisionnel de l'opération
- 11) Le CCAG Travaux issu de l'arrêté du 1er avril 2021 sous réserve des dispositions auquel il est dérogé par les pièces particulières visées ci-dessus dont la liste figure in fine du présent CCAP,
- 12) Le cadre de réponse technique (CRT) et ses annexes remis par le titulaire dans son offre
- 13) Le cas échéant, le mémoire technique présenté par le titulaire dans son offre
- 14) Les déclarations de sous-traitance, actes spéciaux et leurs éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification du marché

Le titulaire se doit de connaître le CCAG-Travaux en vigueur bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCAP.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces ci-dessus constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-Travaux, la notification du marché comprend l'acte d'engagement et ses annexes.

Article 4 – Intervenants à l'acte de construire

Les intervenants à l'acte de construire sont :

1. Maître de l'ouvrage – Pouvoir adjudicateur :

Le Maître de l'ouvrage est l'Urssaf PACA dont le siège social est situé au 20 Avenue Viton 13009 MARSEILLE.

Le maître d'ouvrage est représenté par Monsieur Franck BARBE, Directeur régional de l'Urssaf PACA.

Chef de projets immobiliers
 Direction des Ressources Techniques
 06 98 97 47 38 - laure.janier@urssaf.fr

2. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement d'entreprises suivant :

Architecte (Mandataire) NOMADE ARCHITECTES 5 rue d'Arcole 13006 MARSEILLE Agence.sud@nomade.info Tel : 01 40 18 47 63		
BET fluides, thermiques, CVC ALLTEC 24 Traverse Claire Voie	Economiste, OPC CEC Bureau-pôle Bât A – 2 avenue Elsa	

13012 MARSEILLE contact@alltec-ing.fr Tel : 06 69 19 84 44	Triolet 13008 MARSEILLE cec@cecsalinesi.com Tel : 04 91 53 20 69	
BET acoustique IGETEC 2 Bd des Alisiers Les Roches d'Or C3 13009 MARSEILLE contact@igetec-acoustique.fr Tel : 04 91 82 13 72	BET Electricité, CSSI, Energie INDIGO ENERGIE 5 rue Louis Blanc 13400 AUBAGNE g.maurel@indigo-energie.com Tel : 06 12 06 93 72	BET HQE ETHIKURBAINE 37 Chemin de la redoute 06100 NICE cmodiano@ethikurbaine.com Tel : 06 45 36 99 19

La mission du maître d'œuvre est complète (APS-APD-PRO-ACT-DET-EXE-AOR + OPC).

3. Contrôleur technique

Les travaux faisant l'objet du marché sont soumis au contrôle technique effectué par :

QUALICONSULT Toulon

Avenue Georges Charpak
83160 LA VALETTE DU VAR

- Les missions de la tranche ferme : LP, LE, SEI, STI, Pha, Hand, Th, PV, VIEL
- Les missions de la tranche optionnelle n°1 : GTB
- Les missions de la tranche optionnelle n°2 : F

4. Coordonnateur SPS

Le coordonnateur sécurité et protection de la santé est :

QUALICONSULT SECURITE TOULON

Avenue Georges Charpak
83160 LA VALETTE DU VAR

Les prestations de sécurité et de protection de la santé s'inscrivent dans une mission de catégorie 2.

Article 5 – Groupement d'opérateurs économiques

Dans le cadre du présent contrat et en cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du maître d'ouvrage jusqu'à la date à laquelle ces obligations prennent fin.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance des autres opérateurs du groupement.

Article 6 – Clause sociale

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le maître d'ouvrage a décidé de faire application des dispositions de l'article L 2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est à **l'ensemble des lots du présent marché**.

Le titulaire du marché devra, pour l'exécution du marché, s'engager à réaliser une action d'insertion des personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les modalités d'exécution des clauses peuvent être diverses :

- Embauche directe (CDD ou CDI) ;
- Mise à disposition de personnes en cours d'insertion par une ETTI, une AI ou un GEIQ ;
- Recours à la cotraitance ou à la sous-traitance avec une EI ;
- Autres (précision apportée par le titulaire).

6.1 Publics éligibles

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

- ✓ Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :
 - Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
 - Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnées à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire ;
 - Mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - Salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI).
 - Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
 - Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les établissements publics d'insertion de la Défense (EPIDE) et les écoles de la deuxième chance (E2C) ;
 - Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
 - Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.
- ✓ Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :
 - Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
 - Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
 - Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
 - Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation temporaire d'attente (ATA), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
 - Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - Sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
 - Diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur.
 - Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) en recherche d'emploi depuis plus de 6 mois ;
 - Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie jeunes ;
 - Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi et en recherche d'emploi depuis plus de 6 mois ;
 - Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire et en recherche d'emploi depuis plus de 6 mois ;
 - Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

D'autres personnes, rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle, peuvent, sur avis motivé du facilitateur, être considérées comme relevant des publics prioritaires.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

6.2 Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle du titulaire

L'action d'insertion professionnelle peut être mise en œuvre par le titulaire selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

- Par une embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage). Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant l'exécution du marché à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de deux ans ;
- Par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- Par le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

La liste des structures d'insertion par l'activité économique est communicable, à titre indicatif, par le facilitateur clauses sociales désigné.

Après la notification du marché, le titulaire indiquera, en relation avec le facilitateur clauses sociales, les modalités opérationnelles d'exécution et le planning détaillé de mise en œuvre de la clause sociale et désignera son propre correspondant insertion.

Le maître de l'ouvrage a mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion. Dans ce cadre, le facilitateur se tient à la disposition des entreprises pour les informer des modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion.

Contact :

Isabelle MASSE – ISIDORE
Facilitatrice Maison de l'Emploi / PLIE PM
i.masse@mde-pm.fr
04.94.36.37.57

Dans le cadre du marché, le facilitateur a pour mission notamment :

- D'accompagner le titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence, etc.) et de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion (embauche directe, mise à disposition, etc.) ;
- D'identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du titulaire ;

- D'organiser le suivi des publics ;
- De mesurer et de communiquer auprès du maître d'ouvrage et du titulaire sur les réalisations.

6.3 Le suivi et contrôle de l'exécution de la clause sociale d'insertion

Il sera procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié du maître d'ouvrage et du dispositif d'accompagnement.

Le titulaire fournit au facilitateur, tous les mois, les renseignements utiles propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation :

- Les documents relatifs aux embauches effectuées directement ou par ses sous-traitants (contrat de travail) ou au recours à une main d'œuvre mise à disposition (convention de mise à disposition),
- Les documents relatifs aux décomptes des heures de travail effectives confiées aux personnes énumérées à l'article 3 du présent marché

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut à tout moment, décider de faire un point d'étape sur le suivi de la clause avec l'entreprise attributaire.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 6.4 suivant.

Par ailleurs, lorsque le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit (courrier, courriel), le facilitateur.

Dans ce cas le facilitateur étudiera avec lui les moyens à mettre en œuvre adaptés à la situation.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, ou à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique, ou encore à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le maître d'ouvrage peut suspendre ou annuler la clause sociale d'insertion. La décision est subordonnée à la communication d'une copie des documents, afférents à ces difficultés, établis par la Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS) ou par le juge.

Il est procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé, tout au long de l'exécution des prestations.

Le dispositif d'accompagnement des clauses établit pendant toute la durée du marché un bilan mensuel de l'exécution de la clause sociale d'insertion.

Il rédige un bilan final dans le mois précédant la fin de l'exécution du marché qu'il transmet au maître d'ouvrage et qui porte sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion.

Le volume horaire de travail minimum obligatoirement réservé dans le cadre du marché aux publics susvisés est le suivant :

LOT N°	LIBELLE DU LOT	NOMBRE D'HEURES D'INSERTION A REALISER
--------	----------------	---

1	CLOISONS FAUX PLAFONDS MENUISERIES INTERIEURES	360 HEURES
2	REVETEMENTS DE SOLS ET MURS	100 HEURES
3	PEINTURES NETTOYAGES	47 HEURES
4	CVC - PLOMBERIE – SANITAIRES	35 HEURES
5	CFO-CFA	69 HEURES

6.4 Les pénalités pour inobservation de la clause d'insertion sociale et de promotion de l'emploi

Pénalités pour non -respect des engagements relatifs à la clause sociale d'insertion :

Conformément à l'article 20.1.5 du CCAG-Travaux, en cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, celui-ci subira une pénalité égale à cent (100) euros **HT** par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle (notamment justificatifs d'éligibilité des publics et justificatifs des missions confiées et heures réalisées), le titulaire se voit appliquer, pour chaque manquement, et après avoir été mis en demeure d'y remédier, une pénalité forfaitaire de cent (100) euros HT par jour calendaire de retard.

Le recours à la sous-traitance n'exonère pas le titulaire de ses obligations en matière de clause d'insertion. S'il peut partager une partie de l'effort d'insertion, il restera responsable de leur bonne exécution et de la bonne remontée d'information. Les pénalités sont supportées par le titulaire. Il appartient à ce dernier de prévoir dans le contrat de sous-traitance les stipulations qui permettront de responsabiliser son sous-traitant.

CHAPITRE II – CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHE

Article 7 – Forme du prix et conditions de variation

7.1 Forme du prix

Conformément à l'article 4 de l'acte d'engagement, **les présents marchés sont conclus à prix forfaitaires, définitifs et révisables.**

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment de la signature du marché ; toutefois, tout changement dans le taux de TVA qui affecterait le présent marché fera l'objet d'un avenant actant des conditions d'application du nouveau taux en conformité avec les textes légaux.

7.2 Contenu des prix

De manière non limitative, on indiquera que les prix des marchés sont réputés comprendre tous les ouvrages et équipements nécessaires au parfait achèvement des travaux, et notamment :

- Les échafaudages et dispositifs de sécurité ;
- Les frais de main-d'œuvre, y compris les frais particuliers engagés exceptionnellement pour réaliser les travaux dans les délais prescrits (heures supplémentaires, heures de nuit, etc.) ;

- Les frais d'assurances et d'accidents ;
- Les frais d'études et de reproduction de documents ;
- Les frais d'essais et contrôles ;
- Les droits de brevet éventuels ;
- La participation aux dépenses communes (se reporter aux tableaux des dépenses communes du Cahier des Clauses Techniques Communes)
- Les nettoyages de chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux (une fois par semaine au minimum), ainsi que la prise en charge des déchets de chantier
- Les frais de chantier, frais généraux et bénéfice ;
- Les frais engendrés par le plan général de coordination en matière de sécurité et protection de la santé ;

et, d'une manière générale, toutes les sujétions accessoires, nécessaires au parfait achèvement des travaux.

Les prix sont réputés comprendre aussi toutes les dépenses, travaux, services et fournitures accessoires, résultant de l'exécution des travaux nécessaires à la réalisation parfaite de l'ouvrage, y incluant notamment les sujétions d'exécution normalement prévisibles dans les conditions de lieu et de temps où s'exécutent les travaux considérés.

En tant que professionnels avertis, les entrepreneurs ne pourront en tout état de cause se prévaloir d'une sous-évaluation des quantités dès lors que cette sous-évaluation révèle une faute de leur part.

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'acte d'engagement, l'entrepreneur, dans le cadre de son obligation de conseil professionnel, prendra soin de signaler, si nécessaire, par écrit au maître de l'ouvrage toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans le programme ou l'exécution prévue.

En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra arguer, après notification du marché, des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du CCTP ou des plans pour justifier une demande de supplément.

Conformément à l'article 9.1.2 du CCAG-Travaux, dans le cas d'un marché passé avec les membres d'un groupement conjoint d'opérateurs économiques, les prix des prestations attribuées à chaque membre du groupement dans l'acte d'engagement sont réputés comprendre les dépenses et marge correspondantes, y compris les charges que chaque membre du groupement peut être appelé à rembourser au mandataire.

Les prix des prestations attribuées au mandataire solidaire du groupement comprennent les dépenses et marge correspondantes y compris les dépenses et charges afférentes à sa qualité de mandataire et à la solidarité qui le lie aux autres membres.

La décomposition du prix forfaitaire a **valeur contractuelle sauf en ce qui concerne les quantités estimées par la Maîtrise d'oeuvre qui sont données à titre indicatif**. Elle sera utilisée, le cas échéant, en cours d'exécution du marché comme base de référence pour l'établissement des prix des travaux supplémentaires ou modifiés. Elle servira aussi au calcul de la réfaction des prix si des travaux initialement prévus n'étaient pas réalisés.

7.3 Modifications des prix

Ne sont pas comprises dans le prix forfaitaire initial, les modifications affectant la consistance initiale des travaux et résultant de changements réalisés à la demande du maître de l'ouvrage. Un avenant acte l'ensemble des modifications réalisées à la demande du maître de l'ouvrage engendrant une évolution du prix des prestations.

7.4 Prix nouveaux

Les travaux non prévus seront réglés en application de l'article 13 du CCAG Travaux.

Les prix nouveaux sont soit des prix unitaires soit des prix forfaitaires et sont établis aux conditions économiques en vigueur lors du mois d'établissement de ces prix.

Dans le cas de travaux réglés sur prix forfaitaires, lorsque des changements sont ordonnés par le maître d'œuvre dans la consistance des travaux, le prix nouveau est réputé tenir compte des charges supplémentaires éventuellement supportées par le titulaire du fait de ces changements, à l'exclusion du préjudice indemnisé, s'il y a lieu, par application de l'article 14.3 ou de l'article 15.1 du CCAG Travaux.

Les prix d'unité contenus dans les décompositions ou sous-détails de prix unitaires seront utilisés pour l'établissement des prix nouveaux, en particulier, lorsque les changements présents ne portent que sur les quantités de natures d'ouvrage ou d'éléments d'ouvrage. Conformément à l'article 14.2 du CCAG-Travaux, lors de l'établissement des prix nouveaux, le maître d'œuvre tient compte des conditions économiques au jour de l'établissement de ces prix.

Ces prix provisoires, permettant une juste rémunération du titulaire, sont arrêtés par le maître d'œuvre avec l'accord du maître d'ouvrage, après consultation du titulaire. Ils sont obligatoirement assortis d'un sous-détail, s'il s'agit de prix unitaires, ou d'une décomposition, s'il s'agit de prix forfaitaires, cette décomposition ne comprenant aucun prix d'unité nouveau dans le cas d'un prix forfaitaire pour lequel les changements présents ne portent que sur les quantités de natures d'ouvrage ou d'éléments d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG-Travaux, le titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires, si dans un délai de quinze (15) jours francs suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation au maître d'œuvre en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose. En cas de silence du titulaire observé pendant ce délai, les prix provisoires fixés dans l'ordre de service deviennent définitifs à l'issue de ce délai, sans que le titulaire ne puisse élever de réclamation.

Lorsque le maître d'ouvrage et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant, et ce même si les prix sont devenus définitifs dans le silence du titulaire en application de l'alinéa précédent.

Le titulaire n'est pas tenu de se conformer à un ordre de service mentionné à l'article 13.1 du CCAG Travaux lorsque cet ordre de service n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière.

Un tel refus d'exécuter opposé par le titulaire n'est toutefois recevable que s'il est notifié par écrit, avec les justifications nécessaires, au maître d'œuvre, dans le délai de quinze jours suivant la notification de l'ordre de service prescrivant les prestations. Une copie de la lettre de refus est adressée au maître d'ouvrage.

7.5 Mois d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois d'établissement des prix ; ce mois est appelé "mois zéro".

Par dérogation à l'article 9.4 du CCAG-Travaux, pour le présent marché, le mois M0 est le mois précédent celui de la date limite de réception des offres tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement.

Article 8 – Révision des prix

8.1. Révision des prix

En application de l'article R 2112-13 du code de la commande publique, le prix du marché est révisable et sera révisé trimestriellement avec une part fixe de 15%.

Les prix du marché sont révisables à la hausse comme à la baisse en application de la formule de révision définie ci-après.

La révision des prix est appliquée par le maître d'œuvre au moment de l'établissement de l'état d'acompte mensuel.

La valeur « Pn » en règlement d'un acompte du mois « n » s'obtiendra au moyen de la formule suivante :

$$Pn = Po * (0,15 + 0,85 * In/Io)$$

Dans laquelle :

Pn = Prix de règlement au mois « n » mois de règlement de l'acompte

Po = Montant mensuel à la date d'établissement des prix d'un projet de décompte « n », y compris les approvisionnements à cette date, sur la base des conditions économiques du mois zéro « M0 ».

0,15 = Part fixe

0,85 = Part variable

In = valeur de l'index Bâtiment ou TP au mois de règlement de l'acompte

Io = valeur de l'index Bâtiment ou TP au mois d'établissement des prix, mois « zéro » correspondant au mois précédent celui de la date limite de remise des offres (juillet 2025).

Les index de référence utilisés pour application de la précédente formule de révision sont les suivants :

Lot n°01 – cloisons – faux-plafonds – menuiseries intérieures	<p><i>Les index ainsi que leur part dans la formule de révision sont indiqués ci-après :</i></p> <p><i>70% : Index du bâtiment -BT08- Plâtre et préfabriqués – Base 2010 Identifiant 001710954</i></p> <p><i>30% : Index du Bâtiment – BT 18a – Menuiserie intérieure – Base 2010 Identifiant 001710963</i></p>
Lot n°02 – revêtements sols et murs	<p><i>Index du Bâtiment – BT 09 – Carrelage et revêtement céramique – Base 2010 Identifiant 001710955</i></p>
Lot n°03 Peinture nettoyages	<p><i>Index du bâtiment – BT46 – Peinture, tenture, revêtements muraux – Base 2010 Identifiant 001710978</i></p>
Lot n°04 – CVC – Plomberie – Sanitaires	<p><i>60% : Index du bâtiment - BT40 – chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique) – Base 2010 Identifiant 001710973</i></p> <p><i>30% : Index du bâtiment – BT38 – Plomberie sanitaire (y compris appareils) – Base 2010 Identifiant 001710973</i></p> <p><i>10% : Index du bâtiment – BT41 – Ventilation et conditionnement d'air – Base 2010 Identifiant 001710974</i></p>

Lot n°05 – Electricité (CFO- CFA – SSI)	<i>Index du bâtiment – BT 47 – Electricité – Base 2010</i> <i>Identifiant 001710979</i>
---	--

Les index sont publiés sur le site officiel de l'INSEE.

La révision des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

La révision des prix ne s'applique pas aux retenues ni aux indemnités.

Lorsque la valeur finale de l'index n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte, le pouvoir adjudicateur procède à un règlement provisoire sur la base de la dernière valeur d'index publiée. Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la révision définitive laquelle intervient sur le premier acompte suivant la publication de la valeur finale de l'index correspondant.

En cas de disparition de l'indice ou l'index de référence, celui-ci peut être remplacé par un autre indice ou index équivalent par voie d'avenant.

Le coefficient de révision sera arrondi au millième supérieur lorsque la quatrième décimale sera égale ou supérieure à 5, et au millième inférieur dans le cas contraire.

Révision des prix nouveaux

Les prix nouveaux des travaux modificatifs ou supplémentaires qui impliquent des changements dans la consistance des travaux, établis conformément à l'article 7.4 du présent CCAP seront révisés par application de la formule de révision prévue ci-dessus.

Seuls les prix nouveaux relatifs à des travaux modificatifs ou supplémentaires dont la durée d'exécution excède 3 mois seront révisés. Le montant des travaux modificatifs ou supplémentaires sera révisé à compter du 4^{ème} mois d'exécution, puis mois par mois suivant la périodicité des acomptes. Pour ces prix, le « mois zéro » (M0) est le mois d'établissement des prix définitifs dans les conditions fixées à l'article 7.4 du présent CCAP.

Article 9 – Décomptes mensuels et décompte général et définitif

9.1 Décomptes mensuels

Conformément à l'article 12.1 du CCAG-Travaux, le titulaire remet son projet de décompte mensuel au maître d'œuvre **avant le dernier jour du mois**, objet du projet de décompte mensuel.

Par dérogation à l'article 12.1.8 du CCAG-Travaux, le titulaire transmet son projet de décompte mensuel par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis en main propre contre récépissé.

Dans le délai de cinq (5) jours calendaires à compter de la date de l'accusé de réception du projet de décompte ou de récépissé de remise, le maître d'œuvre procède aux vérifications du projet de décompte, établit l'état d'acompte mensuel et le transmet au maître d'ouvrage en vue de l'ordonnancement. Le maître d'ouvrage notifie au titulaire l'état d'acompte mensuel, par ordre de service, accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Les décomptes devront être cumulatifs et faire apparaître le total des quantités exécutées depuis le début du chantier, les prix des unités composant le prix forfaitaire et les produits. Ils devront être établis en Euros HT, la TVA étant reprise en fin de décomposition.

Par dérogation à l'article 12.1.4 du CCAG Travaux, les seuls approvisionnements pris en compte seront les éléments fabriqués en usine et destinés à être intégrés aux ouvrages et les matériaux de construction déposés sur le chantier et pour lesquels l'entrepreneur est en mesure de justifier leur règlement.

9.2 Projet de décompte final

Par dérogation de l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le projet de décompte final daté et signé sera dressé par l'entrepreneur concerné et remis au Maître d'œuvre à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux dans un délai de **quarante-cinq (45) jours calendaires** ou, afin de permettre la révision définitive, dans un délai d'un mois à partir de la publication des index ou indices de référence. Seule une notification de la décision de réception des travaux peut faire courir le délai précité, la réception tacite prévue aux articles 41.1.3 et 41.3 n'étant pas admise dans le cadre du présent contrat.

Dans le cas d'une réception prononcée « sous réserves » le délai prévu ci-dessus commence à courir à compter de la date du procès-verbal constatant l'exécution des travaux prévus à l'article 41.5 du CCAG-Travaux

En cas de retard dans la production du projet de décompte final par le titulaire, et après mise en demeure restée sans effet, le maître d'œuvre établit d'office le décompte final aux frais du titulaire.

Le projet de décompte final devra être présenté comme suit :

1) Travaux suivant marché

Rappel du forfait HT

Travaux non exécutés HT
(n° de référence des prix de la
décomposition forfaitaire) (1)

Ensemble base marché HT

Actualisation ou révision des prix sur travaux
réellement exécutés
(index ou indices parus officiellement) (1)

TOTAL HT

2) Travaux supplémentaires

Travaux en plus, valeur marché HT
(n° de référence des prix de la
décomposition forfaitaire) (1)

Actualisation ou révision des prix sur travaux en plus
en valeur marché HT
(index ou indices parus officiellement) (1)

Travaux en plus, valeur exécution HT
(sur justification) (1)

TOTAL HT

TOTAL GENERAL HT
PENALITES
suivant CCAP

RESTE
TVA
TOTAL GENERAL TTC

Le projet de décompte final vérifié et accepté par le Maître d'œuvre devient le décompte final (avec date, signature et cachet du Maître d'œuvre) et est transmis au maître de l'ouvrage, dans un délai de **dix (10) jours calendaires** à compter de la date de remise du projet de décompte final par l'entrepreneur.

En cas de présentation d'un projet incomplet ou erroné ou nécessitant une demande de justification ou de précision, le délai de **dix (10) jours calendaires** sera prolongé d'une durée égale au retard qui en résulte pour l'établissement du décompte final.

Le projet de décompte général sera établi par le Maître d'œuvre conformément à l'article 12.4.1 du CCAG dans un délai de **trente (30) jours** à compter de la date de remise du projet de décompte final par l'entrepreneur.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG, le décompte général signé par le maître de l'ouvrage sera notifié à l'entrepreneur dans un délai de **trois (3) mois** à compter de l'établissement du décompte final.

Si des réserves émises à la réception des travaux ne sont pas levées ou si le maître d'ouvrage a connaissance d'un litige ou d'une réclamation susceptible de concerner le titulaire au moment de la signature du décompte général, celui-ci est assorti d'une mention indiquant expressément l'objet des réserves, du litige ou de la réclamation. Cette mention n'est pas nécessairement chiffrée et est sans incidence sur les éléments composant le décompte général.

En cas de présentation d'un décompte final incomplet d'une demande de justification, ou pour tout autre motif imputable à l'Entrepreneur, le délai de trois (3) mois visé ci-avant sera prolongé d'une durée égale au retard qui en est résulté.

9.3 Décompte général et définitif

Le décompte général accepté et signé par l'entrepreneur ou réputé comme tel devient le décompte général et définitif du marché.

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant le taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces d'ordonnancement. Ces montants seront éventuellement rectifiés en appliquant le taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants.

Il est dérogé à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux en ce que seule une notification du maître de l'ouvrage validera le décompte général qui ne pourra pas devenir le décompte général définitif de manière tacite après l'expiration d'un certain délai.

Article 10 – Avances

10.1 Conditions de l'avance

Conformément aux articles R 2191-3 à 5 du code de la commande publique et sauf renonciation expresse à l'acte d'engagement, le cocontractant aura droit à une avance si le montant du marché initial, de chaque bon de commande ou de chaque tranche affermie est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution des travaux est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial, du bon de commande ou de la tranche affermée toutes taxes comprises du marché.

De la même manière, conformément à l'article R 2191-4 du code de la commande publique, une avance pour les marchés de travaux ne remplissant pas les conditions de montant et de délai visés ci-dessus pourra être versée au cocontractant sous réserve qu'il en formule la demande expresse au maître de l'ouvrage par toute voie probante, ceci, avant tout commencement du règlement des travaux.

Cette avance n'est due que sur la part du marché que le titulaire ne sous-traite pas.

En application de l'article 10.1 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage retient l'option B.

- Lorsque l'entrepreneur, ou le membre du groupement le cas échéant, est une PME au sens du code de la commande publique :
 - ❖ Le taux de l'avance est fixé à 30 % en application de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique
- Lorsque l'entrepreneur, ou le membre du groupement le cas échéant, n'est pas une PME au sens du code de la commande publique :
 - ❖ Le taux de l'avance est fixé à 5% en application de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique

En cas de groupement conjoint, les conditions de versement de l'avance sont appréciées au regard de la taille d'entreprise propre à chacun des membres.

Les modalités de calcul du montant de l'avance sont définies précisément aux articles R 2191-6 à 10 du code de la commande publique.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées même dans l'hypothèse où le sous-traitant ne souhaiterait pas bénéficier de l'avance.

10.2 En cas de sous-traitance

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants ayant droit au paiement direct et remplissant les conditions d'octroi d'une avance telles que fixées à l'article R 2191-3 du code de la commande publique.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur conformément aux articles R 2193-17 à 21 du code de la commande publique.

Les modalités de calcul de l'avance se font dans les conditions des articles R 2191-6 à 10 du code de la commande publique au regard du montant des prestations confiées au sous-traitant tel que cela figure à l'acte d'engagement ou à l'acte spécial.

10.3 Conditions de remboursement

Que ce soit le titulaire du marché ou le sous-traitant, les conditions du remboursement de l'avance se font dans les conditions suivantes : par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de solde.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant du marché. Dans la mesure du possible, le remboursement s'effectuera en une seule fois.

En tout état de cause, le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant TTC des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du marché, du bon de commande ou de la tranche affermée.

Article 11 – Délais de paiement

Les délais et modalités de paiement sont fixés conformément aux articles R2192-10 à R2192-36 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes mensuels interviendra dans un délai de **trente (30) jours** à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel établi par l'entrepreneur à condition que ce décompte ne soit contesté ni par le maître d'œuvre ni par le maître de l'ouvrage.

Conformément à l'article R2192-15 du code de la commande publique, lorsque la demande de paiement est transmise par voie électronique, la date de réception de la demande de paiement correspond à la date de notification du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail public de facturation.

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, **le paiement du solde interviendra dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception du décompte général et définitif par le maître de l'ouvrage.**

A l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi 2013-100 du 28/01/2013.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1^{er} jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit (8) points de pourcentage.

Article 12 – Nantissement/cession de créances

12.1 Conditions

En cas de cession ou de nantissement, le maître de l'ouvrage remet au titulaire unique ou au groupement solidaire dont les prestations ne sont pas individualisées soit une copie de l'original du marché revêtue de la mention « remis en unique exemplaire en vue d'une opération de cession ou de nantissement », soit un certificat de cessibilité conforme au modèle réglementaire.

En cas de groupement conjoint ou encore de groupement solidaire dont les prestations sont individualisées, et sous réserve que les prestations fassent l'objet d'un paiement séparé, il est remis à chacun des membres du groupement soit une copie de l'original du marché revêtue de la mention « remis en unique exemplaire en vue d'une opération de cession ou de nantissement », soit un certificat de cessibilité conforme au modèle réglementaire.

Dans tous les cas, il est spécifié à l'acte d'engagement ou au certificat, le montant maximum pouvant être nanti ou cédé au profit de l'entreprise unique ou du groupement solidaire, et en cas de groupement conjoint ou de groupement solidaire dont les prestations sont individualisées et payées séparément, au profit de chacun des membres du groupement conjoint.

12.2 Cession ou nantissement de créance

Le bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance au titre d'un marché public notifie ou signifie cet acte au comptable public assignataire dans les conditions de l'article R313-17 du code monétaire et financier qui procède au règlement auprès du bénéficiaire s'il s'agit d'une cession. En cas de nantissement, le règlement intervient auprès du titulaire sauf si le bénéficiaire du nantissement peut se prévaloir auprès du comptable de l'organisme de l'accord de l'entreprise pour le paiement des prestations dues.

12.3 Sous-traitance

En cas de sous-traitance proposée après le dépôt des offres, et ainsi jusqu'à la réception des travaux, le titulaire devra présenter au pouvoir adjudicateur l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité qui lui a été remis. Le respect de cette exigence conditionne l'engagement de la procédure d'acceptation du sous-traitant.

Si le titulaire remet l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité, le pouvoir adjudicateur procède aux modifications nécessaires quant à la stipulation relative au montant maximum de la créance pouvant être cédée ou nantie en adaptant celle-ci au regard des montants de prestations sous-traitées.

Si le titulaire ne peut remettre l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité, le sous-traitant ne peut être accepté sauf si le titulaire remet une attestation du bénéficiaire indiquant que la cession ou le nantissement de créances est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée ou bien une attestation du bénéficiaire indiquant que le montant de la cession ou du nantissement a été réduit afin que le paiement direct soit possible, ou bien encore une attestation de main levée du bénéficiaire de la cession.

Conformément à l'article R 2193-22 du code de la commande publique, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées peut céder ou nantir, à concurrence du montant des prestations qui lui sont réglées directement, tout ou partie de sa créance.

Article 13 – Retenue de garantie

13.1 Conditions générales

Conformément aux articles L 2197-7 et R 2191-33 à 34 du code de la commande publique, il sera prélevé par fractions sur chaque versement autre qu'une avance, une retenue de garantie de 5 % sur le montant initial modifié le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une "garantie à première demande".

L'organisme apportant sa garantie doit être choisi parmi les tiers agréés par le ministre chargé de l'économie ou par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement mentionné à l'article L 612-1 du Code monétaire et financier. Lorsque cet organisme est étranger, il doit être choisi parmi les tiers agréés dans son pays d'origine.

En cas de groupement solidaire, la garantie est fournie en totalité par le mandataire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées et devant lui être réglées. Toutefois, si le mandataire du groupement est solidaire des autres membres, la garantie pourra alors être fournie par lui pour la totalité du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

13.2 Substitution de garantie

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. En ce cas, cette garantie est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de cette garantie.

13.3 Remboursement de la retenue de garantie

La retenue de garantie est remboursée, au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. En cas de retard dans le délai de remboursement, les intérêts moratoires sont dus et versés dans les mêmes conditions qu'en matière de non-respect des délais de paiement. Les établissements ayant apporté leur garantie ou leur caution sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au titulaire du marché ou aux établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande pendant le délai de garantie de parfait achèvement et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

CHAPITRE III - CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

Article 14 – Ordres de service

Les travaux sont exécutés par l'entrepreneur, sous la direction du maître d'œuvre, conformément aux ordres de services émanant du maître d'œuvre, plans et dossiers remis.

Il est prévu la notification de deux ordres services distincts prescrivant pour chaque lot, d'une part le démarrage de la période de préparation du chantier et d'autre part, le démarrage de l'exécution des travaux. Le titulaire n'est pas autorisé à démarrer les travaux avant d'en avoir reçu l'ordre.

Les délais d'exécution de chacune des phases (période de préparation et exécution des travaux) courent à compter de la date fixée dans l'ordre de service ou, à défaut, de la réception de la notification de l'ordre de service de démarrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés, adressés à l'entrepreneur dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux.

Les ordres de services émis par le maître d'œuvre entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage.

Article 16 – Sous-traitance

16.1 Conditions générales

Le titulaire du marché reste personnellement responsable des prestations sous-traitées en tant que cocontractant du pouvoir adjudicateur.

Toute sanction définie par le cahier des charges sera applicable exclusivement à l'entreprise principale, seule entité ayant un lien contractuel avec le Maître de l'ouvrage.

En cas de résiliation pour faute notifiée à l'entreprise principale, cette dernière devra prendre les dispositions nécessaires pour aviser, dans les meilleurs délais, son sous-traitant de cette décision. En ce cas, il fera son affaire de l'ensemble des actes successifs à cette décision de résiliation concernant son sous-traitant.

Le titulaire ne peut sous-traiter la totalité de son marché.

Il peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance quel que soit le montant de la sous-traitance

Tout sous-traitant devra être signalé à la maîtrise d'ouvrage un mois avant l'intervention de ce dernier. Conformément à l'article 14-1 de la loi du 31 décembre 1975, tout sous-traitant occulte dûment constaté par le maître de l'ouvrage donnera lieu à une mise en demeure notifiée à l'entreprise principale pour procéder à la déclaration de son sous-traitant dans un délai franc définie par ladite lettre de mise en demeure. Si cette mise en demeure reste infructueuse, le maître de l'ouvrage pourra notifier sa décision de résilier le marché pour faute.

Il est rappelé à ce titre que la méconnaissance par le titulaire de son obligation de déclaration du ou des sous-traitants, indépendamment de leur rang, est sanctionnée pénalement conformément à l'article L 8271-1-1 du code du travail.

16.2 Modalités d'acceptation

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé au maître de l'ouvrage ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception :

1) Une déclaration spéciale mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation de prix ;
- e) les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

2) Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si cette demande intervient après la remise des offres ou après notification, le titulaire doit établir dans les conditions visées à l'article 10 du CCAP que la cession ou le nantissement ne s'oppose pas à l'acceptation du sous-traitant.

Sous réserve que la demande ait été complète, la notification du marché emportera acceptation du sous-traitant dès lors que la demande est intervenue avant la date limite de remise des offres.

Si cette demande est intervenue après la date limite de remise des offres, et *a fortiori* après notification, elle sera constatée par la rédaction d'un acte spécial signé des deux parties.

Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de la totalité des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels à la maîtrise d'ouvrage, un mois avant le démarrage de la prestation par le sous-traitant. S'il n'a pas rempli cette obligation quinze (15) jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité de

1/1000 du montant du marché. Si un mois après la mise en demeure, aucun contrat de sous-traitance n'a été transmis, le pouvoir adjudicateur pourra notifier sa décision de résilier le marché pour faute.

16.3 Paiement direct du sous-traitant de premier rang ou direct

Le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement dès lors que le montant des prestations sous-traitées est égal ou supérieur à 600 euros TTC.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur à l'entreprise principale et au pouvoir adjudicateur par toute voie probante. Il libelle les factures au nom du titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

Par dérogation à l'article 3.6.1.2 du CCAG Travaux, la demande de paiement adressée au pouvoir adjudicateur est accompagnée du double des pièces adressées au titulaire, ainsi que de l'accusé réception ou du récépissé attestant que le titulaire a reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire.

A la réception des factures, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour donner son accord ou notifier son refus au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

En cas d'accord, le titulaire du marché joint en double exemplaire au projet de décompte mensuel ou pour solde une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance et inclut la TVA. Il reprend dans le décompte ou la facture qu'il adresse au pouvoir adjudicateur pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous traitées, en les faisant apparaître distinctement.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans les délais réglementaires (30 jours) à compter soit de la réception de l'accord total ou partiel du titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant, soit de l'expiration du délai de 15 jours si pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.

En cas de non retrait du pli envoyé par LRAR, le délai de 30 jours court à compter de la réception de la copie de l'avis postal par le pouvoir adjudicateur.

16.4 Modalités de paiement direct/Liquidation de la TVA (Article 283-2 nonies du code général des impôts)

Depuis le 1^{er} janvier 2014, un mécanisme d'autoliquidation de la TVA est instauré dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), lorsque des travaux sont effectués par un sous-traitant pour le compte d'un donneur d'ordre assujetti à la TVA.

Ainsi, la taxe due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant doit désormais être acquittée par le donneur d'ordre.

Les sous-traitants n'ont plus à déclarer ni à payer la TVA due au titre de ces opérations.

Mécanisme d'autoliquidation :

Désormais, la taxe doit être acquittée par le preneur, c'est-à-dire l'entrepreneur titulaire du marché. L'entreprise sous-traitante ne doit plus facturer la TVA relative à ces travaux. Les factures doivent comporter la mention « autoliquidation » justifiant l'absence de collecte de la taxe par le sous-traitant et faire apparaître clairement que la TVA est due par le preneur assujetti.

L'entreprise principale est redevable de la TVA sur les travaux immobiliers qu'elle sous-traite.

En cas de paiement direct du sous-traitant, le maître d'ouvrage doit le payer sur une base hors taxe et l'entrepreneur principal auto-liquide la TVA.

Le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à prélever sur celles qui lui sont dues pour la partie de la prestation exécutée et que la personne responsable du marché devra faire régler à chaque sous-traitant.

Les mandatements au profit des divers intéressés sont établis dans la limite du montant des états d'acomptes et du solde ainsi que des attestations prévues à l'alinéa précédent.

Le montant total des paiements (hors intérêts moratoires) effectués au profit d'un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix stipulé dans l'annexe à l'acte d'engagement ou en dernier lieu l'avenant ou l'acte spécial correspondant, ne peut excéder le montant à sous-traiter.

16.5 Intervention d'un sous-traitant indirect dans l'exécution des travaux et modalités de paiement.

Le sous-traitant ne peut sous-traiter l'exécution de la partie du marché qui lui a été sous-traitée qu'à la condition d'avoir obtenu de la personne signataire du marché l'acceptation de ce sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, l'entrepreneur principal du sous-traitant indirect transmet au titulaire une déclaration comportant l'ensemble des informations exigées pour la déclaration d'un sous-traitant direct dans le délai mentionné plus haut.

L'exécution des travaux par le sous-traitant indirect ne peut intervenir avant l'envoi à la personne signataire du marché, par recommandé avec accusé de réception ou remise contre récépissé, de la caution personnelle et solidaire, ou d'une délégation de paiement acceptée par un tiers intervenant à l'opération.

Si le paiement du sous-traitant indirect est garanti par une caution personnelle et solidaire, une attestation du titulaire, indiquant qu'il en a reçu copie, est jointe à l'envoi de la caution.

En cas de délégation de paiement, l'entrepreneur principal du sous-traitant indirect transmet au titulaire aux fins de remise au représentant du pouvoir adjudicateur, l'acte par lequel l'entrepreneur principal donne délégation au représentant du pouvoir adjudicateur pour paiement à son sous-traitant à concurrence du montant des prestations exécutées par ce dernier. Cet acte, qui doit être remis au représentant du pouvoir adjudicateur contre récépissé ou lui être adressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, comporte l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 14-3 du présent CCAP.

Article 17 – Délais d'exécution

Le délai d'exécution estimatif de l'ensemble des travaux ou délai global de l'opération de travaux, tel que fixé par le maître d'ouvrage est de 6 mois.

Ce délai global est décomposé comme suit :

- Une période de préparation de 1 mois
- 5 mois pour l'exécution des travaux conformément au calendrier détaillé d'exécution

Ce délai aura pour origine la date fixée par la décision du maître d'ouvrage notifiant le démarrage de la période de préparation ou à défaut d'une telle date, la date de notification de ce même ordre de service.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution défini ci-après.

Conformément à l'article 9.4.4 du CCAG-Travaux, si les travaux ne sont pas achevés à l'expiration du délai d'exécution propre à chaque lot fixé par le marché, et si ce délai n'a pas fait l'objet d'une prolongation, la révision des règlements ultérieurs à la date contractuelle de fin d'exécution se fait sur la base de la valeur des indices ou index de référence à la date d'achèvement contractuelle.

Calendrier prévisionnel d'exécution

Les délais d'exécution partent de la première intervention de l'entrepreneur sur le chantier et expirent en même temps que sa dernière intervention. Chaque intervention de l'entrepreneur sur le chantier fait l'objet d'un délai particulier ; la durée cumulée de ces délais particuliers est au plus égale à la durée du délai d'exécution propre au lot considéré.

Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le MOE avec les entrepreneurs titulaires des différents lots, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution des travaux. Les entreprises doivent remettre l'ensemble des renseignements demandés par le MOE dans un délai maximal de quinze (15) jours calendaires après la date de démarrage de la période de préparation.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la déconstruction /reconstruction fait l'objet des travaux. Il indique en outre pour chacun des lots :

- la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

Après acceptation par le maître d'ouvrage, le calendrier détaillé d'exécution est notifié aux entreprises par ordre de service. Ce calendrier détaillé d'exécution fait foi pour l'application de pénalités de retard en cas de dépassement du délai d'exécution propre au(x) lot(s) concerné(s).

Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le maître d'ouvrage peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement.

Le calendrier initial, éventuellement modifié, est notifié par ordre de service, établi par l'OPC, à tous les titulaires.

Toute augmentation du délai d'exécution doit faire l'objet d'un ordre de service de prolongation de délai du maître d'œuvre.

Au cours du chantier et après concertation avec les différents entrepreneurs concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution. Ces modifications ne doivent entraîner aucune répercussion sur le délai d'exécution de l'ensemble des lots ; elles tiennent compte toutefois, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application des articles 18.2.2 et 18.2.3 alinéa 1^{er} du CCAG travaux et des dispositions ci-après.

Le calendrier modifié doit être approuvé et signé par tous les titulaires du marché. Il est notifié à tous les entrepreneurs par décision du maître d'ouvrage.

Le délai d'exécution fixé à l'acte d'engagement comprend les périodes de congés payés,

Par dérogation à l'article 50.2.1 du CCAG travaux, l'entrepreneur n'a pas le droit d'obtenir la résiliation du marché pour ordre de service tardif.

Article 18 – Pénalités

Par dérogation également à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le montant des pénalités est du dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant des pénalités est plafonné à 20% du montant total hors taxe du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

L'ensemble des pénalités prévues au présent article ne sont pas libératoires et ne font pas obstacle à ce que le maître d'ouvrage puisse obtenir réparation du préjudice éventuellement subi du fait des manquements du titulaire à ses obligations contractuelles.

18.1 Pénalités en cas de retard dans l'exécution des travaux

Tout délai d'exécution prévu par le présent marché pour la réalisation d'une prestation déterminée donnera lieu le cas échéant à l'application des pénalités suivantes.

Les pénalités de retard sont calculées pour chacun des lots au regard du délai d'exécution qui lui est propre tel que fixé au calendrier détaillé d'exécution issu du planning prévisionnel joint au dossier de consultation et qui fera l'objet d'un ordre de service pendant la période de préparation.

Seuls les retards fautifs donneront lieu à l'application des pénalités de retard. Ne sont pas fautifs, notamment, les retards consécutifs, c'est à dire les retards du titulaire d'un lot dont le démarrage des travaux n'a pas pu commencer en raison du retard fautif du titulaire d'un autre lot.

Par dérogation aux articles 19.2.3 et 19.2.4 du CCAG Travaux, il sera appliqué automatiquement à l'entrepreneur, sans mise en demeure préalable, par jour calendaire de retard (dimanches et jours fériés compris) une pénalité de 1/1000 du montant du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande éventuellement augmentés ou diminués du montant des avenants s'y rapportant.

La répartition des retards constatés entre les différents lots concernés est effectuée par le maître d'œuvre.

Dans le cas où l'entrepreneur serait empêché d'intervenir dans le cadre de son délai contractuel, il devra le faire connaître au maître d'œuvre et à l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur dans les 48 heures afin que ceux-ci puissent prendre toutes dispositions utiles.

Des retenues provisoires de retard fixées à **500 € HT par jour calendaire et par tâche**, seront appliquées par rapport aux délais de chaque lot si des retards sont constatés aussi bien en ce qui concerne l'avancement des travaux que la remise des études, plans de réservation, etc.

De même, ces retenues provisoires seront appliquées en cas de retard sur le début d'intervention prévu au calendrier détaillé d'exécution.

Ces retenues provisoires pourront être levées si la fin du délai d'exécution du lot considéré, fixé au calendrier détaillé a été respectée.

L'avance sur le calendrier détaillé d'exécution ou sur le délai global d'exécution ne donnera droit à aucune prime.

18.2 Pénalités spéciales

Des pénalités seront appliquées en cas d'absence aux rendez-vous de chantier dans les conditions qui suivent :

- Les rendez-vous de chantier auront lieu régulièrement chaque semaine, au jour et à l'heure fixés par le maître d'œuvre.

Ces rendez-vous pourront éventuellement être complétés par des réunions de coordination.

Dès notification de son marché, l'entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier ou de se faire représenter par une personne habilitée à engager l'entreprise.

Toute entreprise non représentée ou non excusée aux rendez-vous de chantier ou de coordination se verra appliquer une pénalité de **150 euros HT** par absence

Tout retard de plus d'une demi-heure (et non excusé) ou départ anticipé et non autorisé par le maître d'œuvre sera considéré comme une absence.

Un carnet de chantier sera tenu à jour par le Maître d'œuvre où seront consignés, entre autres, les noms des entreprises présentes ou absentes.

18.3 Autres pénalités

Des pénalités sont automatiquement appliquées, sans mise en demeure préalable, par le maître d'œuvre et sous sa responsabilité dans les cas suivants :

Bruits de chantier au-delà de la limite réglementaire.	100 € HT par manquement constaté
Dépôt de matériels, matériaux, terres et gravats en dehors des zones prescrites	100 € HT par manquement constaté
Retard dans la production de justification et/ou prévisions de prix des ouvrages non prévus	100 € HT par jour ouvré de retard
Retard dans la présentation du chantier des échantillons de matériaux et de matériels de construction	100 € HT par jour ouvré de retard
Retard dans le nettoyage du chantier	200 € HT par jour ouvré de retard
Retard dans l'évacuation des gravats hors chantier	200 € HT par jour calendaire de retard
Absence à une réunion d'étude et de coordination, visite de chantier	150 € HT par absence
Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement des travaux ou à la coordination sécurité/santé (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détails, plans de synthèse, éléments nécessaires à l'élaboration du calendrier général détaillé d'exécution et à sa mise à jour, ...) Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG-Travaux, la pénalité forfaitaire est appliquée sans mise en demeure préalable.	500 € HT par document et par jour calendaire de retard
Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation du chantier	500 € HT par manquement constaté et jour franc
Retard dans la fourniture des documents, procès-verbaux, et plans durant l'exécution du chantier, en référence au planning détaillé d'exécution mis au point pendant la période de préparation. Cette pénalité est applicable également pour la non remise des documents au coordonnateur santé sécurité ainsi qu'au contrôleur technique. Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG-Travaux, la pénalité forfaitaire est appliquée sans mise en demeure préalable.	500 € HT par jour calendaire de retard
Pénalités pour retard dans l'accomplissement des formalités à exécuter pendant la période de préparation (autorisations administratives, de voirie, DICT).	500 € HT par jour calendaire de retard
Retard dans l'installation du chantier	750 € HT par jour calendaire de retard
Présence sur le chantier de personnels d'une entreprise en situation de sous-traitance occulte (non déclarée au maître de l'ouvrage ou non agréée par lui)	5000 € HT pour chaque infraction constatée

Déclaration tardive de sous-traitants à l'origine du dépassement du délai prévu au planning de réalisation des travaux. Sera considérée comme tardive, toute déclaration adressée au maître d'ouvrage en deçà de 15 jours précédant l'intervention du sous-traitant.	1000 € HT par jour calendaire de retard
Non présentation de la carte d'identification professionnelle des salariés présents sur le chantier	150 € HT par manquement constaté
Non-respect de nettoyage de chantier commun à plusieurs entreprises. Le maître de l'ouvrage, après constat du maître d'œuvre, indiqué sur le compte rendu du chantier suivi d'une mise en demeure et dans le cas où cette mise en demeure ne serait pas suivie d'effet sous 8 jours, fera procéder lui-même par une entreprise spécialisée au nettoyage de chantier aux frais et risques et périls des entreprises responsables	Pénalité appliquée répartie en part égale entre les entreprises responsables des désordres et correspondant au montant de la rémunération de l'entreprise de nettoyage
En cas de dépassement du délai contractuel dans la levée des réserves	400 € HT par jour calendaire de retard
Pénalités pour non-respect de la charte chantier a faible impact environnemental	200 € HT par manquement constaté
Pénalités pour non remise des documents à fournir après exécution à la date de la demande de réception. Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG-Travaux, la pénalité forfaitaire est appliquée sans mise en demeure préalable.	500 € HT par document et par jour calendaire de retard.
Pénalité pour non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire (article 6.4 du présent CCAP)	100 € HT par heure d'insertion non réalisée
Pénalité, après mise en demeure restée sans effet, pour non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle (notamment justificatifs d'éligibilité des publics et justificatifs des missions confiées et heures réalisées) (article 6.4 du présent CCAP)	100 € HT par jour calendaire de retard
Pénalités pour non-observation des prescriptions mentionnées par le Coordonnateur de Sécurité Protection Santé au registre journal <input type="checkbox"/> Prescription à effet immédiat : Son non-respect entraînera pour l'entrepreneur un arrêt de chantier à ses frais et torts exclusifs ainsi qu'une pénalité de 600 € HT par jour. <input type="checkbox"/> Prescription assortie d'un délai pour sa prise en compte : A l'échéance de ce délai, le non-respect de la prescription engendrera pour l'entrepreneur une pénalité forfaitaire de 600 € HT suivie d'une pénalité journalière de 250 € HT jusqu'au jour du respect de la prescription.	

Article 19 – Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

A la fin des travaux, dans le délai contractuel, l'entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur après mise en demeure notifiée par ordre de service, sans préjudice d'application des pénalités prévues supra.

Article 20 – Spécifications techniques, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

Conformément aux articles R 2111-7 à 11 du code de la commande publique, les prestations définies dans le présent marché sont des spécifications techniques formulées par référence à des normes ou à d'autres documents équivalents accessibles aux candidats, notamment des agréments techniques ou d'autres référentiels techniques élaborés par les organismes de normalisation.

Le titulaire doit respecter les prestations dont les spécifications techniques ont été précisées et sur lesquelles il s'est engagé ainsi que les prestations équivalentes à ces spécifications techniques sur lesquelles il s'est également engagé.

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

A titre complémentaire, il sera fait application des articles 21 à 26 du CCAG Travaux.

Article 21 – Période de préparation préalable à l'exécution effective des travaux et implantation des ouvrages

21.1 Période de préparation

Il est fixé une période de préparation d'une durée d'un (1) mois incluse dans le délai global d'exécution.

Le démarrage de la période de préparation fera l'objet d'un ordre de service spécifique.

Il est procédé, en particulier au cours de la période de préparation aux opérations énoncées ci-après, à la diligence respective des parties contractantes.

Pendant la période de préparation, chaque entreprise devra :

- Procéder à l'étude de chaque lot par le représentant de l'entreprise responsable,
- Réaliser la coordination technique de ses travaux avec ceux des autres corps d'état,
- Proposer des solutions techniques aux Maîtres d'OEuvre et au Maître de l'Ouvrage ; ces derniers accepteront de prendre les décisions nécessaires dans les délais compatibles avec la bonne marche des études,
- Définir les modes opératoires permettant d'étudier le planning d'enchaînement des opérations
- Mettre au point les plans d'exécution des différents corps d'état ; chaque entreprise devant réaliser ses propres plans d'exécution
- Faire approuver les plans d'exécution de tous les participants par chacun d'eux (en vue d'éviter toute erreur ou conflit au stade de l'exécution).
- La mise en place des protections
- L'obtention des autorisations (voirie....)
- Les démarches concessionnaires (eau / élec...)

21.2 Coordination des travaux

La coordination sera assurée par le maître d'œuvre et l'OPC.

21.3 Plans d'exécution-notes de calculs et études de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur et soumis avec les notes de calcul et études de détail au **visa** du maître d'œuvre. Celui-ci doit les renvoyer à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard **dix (10) jours** après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent être visés par le contrôleur technique mentionné à l'article 5 du présent CCAP.

Chaque entrepreneur est chargé des plans d'exécution de ses ouvrages.

21.6 Propriété intellectuelle

Il est fait application des articles 45 à 48 du CCAG Travaux.

Article 23 - Organisation, sécurité et hygiène sur le chantier

Le chantier se déroule dans une copropriété, c'est la raison pour laquelle il est demandé à chaque entreprise de prévoir un nettoyage journalier des postes de travail. Les déchets seront évacués tous les jours par petits camions, la mise en place de bennes en pied de bâtiment n'étant pas possible sous réserve de demande d'autorisation des services de la ville de Toulon y compris frais afférents à l'occupation de la voirie. Le non-respect de cette règle de nettoyage fera immédiatement l'objet des pénalités prévues dans le CCAP sans autre préavis qu'un simple constat de la part de la Maitrise d'oeuvre ou de la Maitrise d'Ouvrage.

Les travaux engendrant une forte nuisance et notamment les travaux bruyants devront être planifiés au moins 1 semaine à l'avance afin d'avertir les copropriétaires

Il sera mis à disposition 1 ascenseur afin d'approvisionner et évacuer le chantier sous réserve de l'accord du Syndic et de la prise en charge des frais de protection (contreplaqué) de la cabine de l'ascenseur. Néanmoins les entreprises utilisatrices restent responsables en cas de détériorations et dans le cas où des interventions de dépannages s'avéreraient nécessaires du fait d'une mauvaise utilisation de l'ascenseur. Dans le cas de dépannages les factures seront systématiquement divisées par le nombre d'entreprises présentes sur site si l'auteur des dégâts n'est pas connu. Les sommes dues seront retenues sur les situations de travaux jusqu'à paiement à la société d'ascenseur contre quitus.

23.1 Conditions générales

Le titulaire ne pourra se prévaloir de son ignorance des règles sociales, sanitaires et de sécurité, notamment celles découlant du code du travail et du code de la santé publique, ainsi que toutes autres règles encadrant le déroulement du chantier. Il reste personnellement responsable des violations et infractions qu'il commet.

Il devra se soumettre aux prescriptions et remarques de caractère obligatoire formulées dans le cadre du rapport remis par le coordonnateur SPS ainsi qu'aux prescriptions formulées éventuellement par l'inspection du travail.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours conformément au décret d'application n°94-1159 du 26/12/94 :

- le Plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les cinq jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;

- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

En application de l'article 36 du CCAG Travaux, le titulaire a l'obligation de communiquer au maître de l'ouvrage un schéma d'organisation et de gestion des déchets. En l'absence de production de ce document, et après une mise en demeure restée infructueuse, **une pénalité de 200 Euros par jour franc sera appliquée.**

23.2 Organisation collective du chantier

L'Entrepreneur du lot n°01 cloisons – doublages – faux plafonds est chargé, sous la direction du Maître d'œuvre, de l'organisation collective du chantier.

L'Entrepreneur du lot n°1 est également chargé de la gestion des dépenses communes (ou compte prorata).

La répartition de ces dépenses est différente selon qu'il s'agit de dépenses d'investissement, d'entretien ou de consommation.

Les dépenses d'intérêt commun, lorsqu'elles peuvent être imputées à un lot déterminé, sont mises à la charge de l'entrepreneur titulaire de ce lot.

La prestation correspondante, telle qu'elle est décrite dans les documents particuliers, est réputée rémunérée par le prix du marché. Elle devra néanmoins être reprise dans l'offre de l'entrepreneur de manière distincte et détaillée.

Dans le cas où une dépense d'intérêt commun ne pourrait être imputée à un entrepreneur déterminé, elle est portée au débit du Compte Prorata.

Cette répartition des dépenses ainsi que les modalités de fonctionnement du compte prorata sont détaillées à l'article 1.9 du CCTC.

23.3 Sécurité et hygiène

Sous réserve des dispositions qui suivent, il sera fait application de l'article 31 du CCAG travaux.

Les mesures particulières ci-après concernant la sécurité et l'hygiène sont prises par l'entrepreneur chargé du gros œuvre.

Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur le plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Ces locaux comprennent des salles de réunion, une salle détente type réfectoire et des sanitaires ; leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Tous ces locaux fermeront à clés, ils seront éclairés, chauffés, climatisés, meublés (bureaux, sièges, armoires fermant à clé (deux par personnes), classeurs, panneaux d'affichage), équipés d'un réseau internet.

Ces locaux et leur mobilier seront neufs ou en parfait état.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Coordination en matière de sécurité

L'opération est soumise aux obligations découlant des dispositions particulières applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil prévues aux articles L4531-1 et s. du Code du travail et les textes d'application réglementaires, notamment les dispositions en matière de coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs.

Le coordonnateur est désigné en tant que prestataire de service par le Maître de l'ouvrage selon les règles prévues par la réglementation des marchés publics.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...) le coordonnateur SPS aura autorité pour prendre toutes mesures appropriées y compris pour faire interrompre les travaux dans le cadre des missions qui lui sont dévolues au titre des articles R4532-10 et R4532-61 et suivants du code du travail.

Les frais qui pourraient en découler seront imputés à ou aux entreprises qui n'auraient pas respecté les prescriptions en matière de sécurité et de protection de la santé.

Sous réserve que l'opération de travaux objet du présent marché y soit soumise (article R4532-42 et suivants du code du travail), il est joint un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé au dossier d'appel d'offres.

Les entreprises intervenantes devront établir le Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) pour toute opération soumise à un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS). Il est adressé au coordonnateur désigné.

Le titulaire aura l'obligation de mettre en place un homme trafic.

Son contenu est précisé aux articles R4532-63 à R4532-68 du Code du travail.

En cas de non-observation des prescriptions mentionnées par le Coordonnateur de Sécurité Protection Santé au registre journal, l'entrepreneur subira des sanctions prévues par la loi n°93-418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.

☐ **Prescription à effet immédiat** : Son non-respect entraînera pour l'entrepreneur un arrêt de chantier à ses frais et torts exclusifs ainsi qu'une pénalité de 600 € HT par jour.

☐ **Prescription assortie d'un délai pour sa prise en compte** : A l'échéance de ce délai, le non-respect de la prescription engendrera pour l'entrepreneur une pénalité forfaitaire de 600 € HT suivie d'une pénalité journalière de 250 € HT jusqu'au jour du respect de la prescription.

Le maître d'ouvrage ou ses représentants se réservent le droit, sans indemnité compensatoire, d'interrompre, voire d'arrêter l'exécution des prestations si l'entreprise ne respectait pas les

consignes de sécurité en vigueur déterminé dans le PGC SPS et des règles relatives à la prévention des risques liés aux chutes et aux manutentions. Les conséquences financières de l'interruption ou de l'arrêt seront imputées sur la situation de l'entreprise responsable.
En cas de deux interruptions et/ou arrêt, le maître d'ouvrage pourra rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du marché

Article 24 – Contrôles des travaux

Les essais et contrôles des matériaux et produits seront effectués dans les conditions définies à l'article 24 du CCAG par les laboratoires ou bureaux de contrôle désignés par le Maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG, les essais et contrôles supplémentaires effectués à la demande du maître de l'ouvrage seront supportés par l'Entrepreneur si les résultats de ces essais ou contrôles lui sont défavorables.

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, les entreprises devront effectuer au minimum, avant réception des ouvrages, les essais et vérifications dans les conditions fixées par l'AQC, l'Agence Qualité Construction (AQC) qui pilote la mise à jour des modèles d'autocontrôle publiés en 2014.

Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans des procès-verbaux établis suivant les modèles figurant dans le document technique n° 2 (octobre 1998) qui devront être envoyés pour examen au Bureau de contrôle en deux exemplaires. Ce dernier adressera au maître de l'ouvrage, avant la réception des travaux, un rapport explicitant les avis portés sur les procès-verbaux mentionnés ci-dessus.

Article 25 – Augmentation des travaux

Il ne sera pas fait application de l'article 14.3 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG-Travaux :

Lorsque la masse (montant) des travaux exécutés atteint la masse (montant) initiale (contractuel), l'entrepreneur doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par le maître de l'ouvrage.

Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celles qui sont définies ci-après pour le dépassement de la masse initiale (montant contractuel).

L'entrepreneur est tenu d'aviser le maître d'œuvre, un mois au moins à l'avance de la date probable à laquelle la masse des travaux atteindra la masse initiale (montant contractuel).

L'ordre de poursuivre les travaux, au-delà de la masse initiale (montant contractuel), s'il est donné, doit être notifié dix jours au moins avant cette date.

A défaut d'ordre de poursuivre, les travaux qui sont exécutés au-delà de la masse initiale (montant contractuel), ne sont pas payés et les mesures conservatoires à prendre, décidées par le maître d'œuvre, sont à la charge du maître de l'ouvrage sauf si l'entrepreneur n'a pas adressé l'avis prévu ci-dessus.

Article 26 – Modifications de contrat en cours d'exécution

26.1 Clauses de rendez-vous

Les événements ci-dessous sont susceptibles de constituer un cas de modification des conditions d'exécution du Contrat et d'ouvrir droit à discussion entre les Parties :

- en cas d'inflation supérieur à 20% du prix constaté des matériaux rendant impossible l'approvisionnement dans des conditions raisonnables ;
- en cas de pénurie de matériaux subie par le Titulaire ;
- en cas de modification sollicitée par le Titulaire et acceptée par le Maître d'ouvrage ;
- en cas de changement de législation ou de réglementation ayant un impact sur les conditions d'exécution
- en cas de changement du mandataire ;
- en cas de changement dans le groupement du Titulaire ;
- en cas de nécessité de réexaminer les formules de révision des prix et leur périodicité ;
- en cas de nécessité d'adaptation des pénalités telles que prévues au marché.

Ils sont notifiés par l'une ou l'autre des Parties par courrier recommandé avec accusé de réception. La Partie procédant à la notification doit démontrer que ces événements ont (ou auront) des conséquences sur les conditions d'exécution du Contrat.

Dans ces cas et afin de maintenir l'équilibre du niveau économique et financier du Contrat du fait de l'évolution des conditions ayant servi de cadre à sa conclusion, le Contrat pourra être adapté par un réajustement, à partir de la date de modification du contenu des Prestations de façon à prendre équitablement en compte les conditions nouvelles d'exécution des Prestations.

La proposition d'adaptation du Contrat sera communiquée par écrit par le Titulaire au Maître d'ouvrage dans un délai convenu entre les Parties.

Sur la base de cette proposition, les Parties disposeront d'un délai de deux mois pour négocier de bonne foi et parvenir à un accord sur les modifications à apporter.

A l'issue de ce délai de deux mois, à défaut d'acte modificatif ou d'accord dûment constaté prenant en compte ces ajustements de prix, le contrat pourra être résilié par le Maître d'ouvrage et sans indemnité de part et d'autre (hormis les investissements qui auraient pu être réalisés par le Titulaire en accord avec le Maître d'ouvrage) moyennant un préavis de quatre mois.

En cas d'acte modificatif proposé qui serait sujet à discussion entre les Parties, et à la demande de l'une d'entre elles, l'acte modificatif proposé sera revu, permettant de porter à la connaissance de l'autre Partie les éléments justifiant du bien-fondé de la proposition d'acte modificatif.

En cas de désaccord persistant à l'expiration d'un délai d'un an, acté par courrier recommandé avec accusé de réception, le Contrat pourra être résilié par le Maître d'ouvrage sans indemnité de part et d'autre (hormis les investissements qui auraient pu être réalisés par le Titulaire en accord avec le Maître d'ouvrage) moyennant un préavis de quatre mois.

26.2 Clauses de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la

demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

1°) Lorsque l'évolution des circonstances économiques ou techniques du contrat par rapport aux conditions initiales du marché, résultant de circonstances extérieures aux parties (inflation, flambée des prix des matières premières, guerre, crise sanitaire) et excédant l'évolution des circonstances économiques ou techniques raisonnablement prévisible au moment de la remise de l'offre, expose le titulaire à des difficultés techniques ou financières dans l'exécution du contrat, le titulaire peut demander un réexamen du montant forfaitaire initial éventuellement modifié. La procédure de réexamen ne s'ouvre que lorsque le titulaire enregistre dans le cadre de la réalisation du présent contrat un déficit net d'exploitation de plus de 5%.

Il fournit à l'appui de sa demande de réexamen des prix du marché, tous documents ou justificatifs attestant objectivement de ce déficit net d'exploitation.

Après examen de cette demande, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas faire droit à cette demande lorsqu'il estime que les justificatifs ne sont pas suffisants ou pour toute autre motif qu'il jugera utile et notamment pour des raisons tenant au maintien de l'équilibre financier du présent contrat.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité également de procéder au réexamen du montant forfaitaire pour un montant moindre que celui demandé par le titulaire pour couvrir sa perte de déficit d'exploitation du contrat.

En cas d'acceptation, de cette demande les parties procèdent à une modification du montant forfaitaire initial éventuellement modifié par actes modificatifs antérieurs et actent par avenant cette modification sans changer la nature globale du présent contrat.

L'application de la présente clause ne fait pas obstacle au bénéfice éventuel de la révision des prix du contrat prévue au contrat initial.

La modification sèche du forfait initial s'opère dans les conditions suivantes :

Prix forfaitaire initial + (pourcentage d'indemnisation x augmentation accordée)

Le pourcentage d'indemnisation dépend de l'appréciation souveraine du pouvoir adjudicateur à l'examen de la demande du titulaire. Il peut varier entre 10% et 90%.

Le pouvoir adjudicateur veille à ce que cette indemnisation n'ait pas pour effet de compenser, même partiellement, la part de l'aggravation des charges qui n'excède pas celle que le titulaire avait prévu ou aurait dû raisonnablement prévoir en contractant.

L'augmentation accordée peut tenir compte notamment de l'augmentation des coûts constatée et dûment justifiée par le titulaire ou bien de la perte d'exploitation qu'il subit dans la réalisation des prestations objets du contrat qu'il est en mesure de prouver objectivement.

2°) En cas de rupture ou de difficultés d'approvisionnement de l'un des matériaux (ou fournitures) prévu au marché pour des raisons extérieures au titulaire, ce dernier sera autorisé à y substituer un nouveau matériau dans les conditions définies ci-après.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'acheteur.

Dans un délai de quinze (15) jours au maximum suivant la survenance de l'événement visé au premier alinéa, le titulaire transmet au maître d'ouvrage avec copie au maître d'œuvre, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, un mémoire justificatif exposant a minima :

- Les causes faisant obstacle à l'approvisionnement du matériau susvisé et les justificatifs nécessaires. Parmi ces justificatifs, figure obligatoirement la preuve de ce que le titulaire a

fait preuve de diligence lors de la commande du matériau concerné dans les délais et notamment, qu'il a procédé à cette commande dans les délais compatibles avec le respect des délais d'exécution contractuels.

- Le ou le(s) matériau(x) de substitution proposé(s)
- La conformité du ou des matériau(x) proposé(s) avec les conditions fixées par le marché et notamment avec les catégories, classes ou niveaux de performances spécifiés par référence aux normes.

Le titulaire fournit des pièces permettant de justifier des surcoûts liés à la mise en œuvre du ou des matériaux de substitution.

A la suite de la réception de cette demande, sous réserve de sa complétude, l'acheteur dispose d'un délai de quinze (15) jours pour notifier sa décision au titulaire. Lorsqu'il décide de faire droit à cette demande, en cas de pluralité de matériau(x) ou fournitures proposé(s), l'acheteur précise le matériau ou les fournitures dont l'emploi est autorisé en lieu et place des conditions fixées par le marché.

Les prix correspondants ne sont modifiés que si la décision précise que la substitution donne lieu à l'application de nouveaux prix. Ces prix sont établis suivant les modalités prévues à l'article 13 du CCAG TRAVAUX. Par dérogation à cette stipulation, les prix provisoires sont notifiés par ordre de service dans les quinze jours qui suivent la décision de l'acheteur.

En cas de refus de faire droit à cette demande, la décision de l'acheteur s'impose au titulaire qui devra respecter les conditions fixées au marché.

3°) en cas de rupture ou de difficultés d'approvisionnement rendant impossible le respect des délais d'exécution contractuels pour des raisons extérieures au titulaire, en application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur pourra décider de prolonger le délai d'exécution et donc de modérer ou d'annuler les pénalités de retard associées, dans les conditions définies ci-après.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'acheteur.

Dans un délai de quinze jours au maximum suivant la survenance de l'événement visé au premier alinéa, le titulaire signale à l'acheteur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, les causes faisant obstacle à l'exécution du délai contractuel. A cette occasion, il indique également la durée de la prolongation sollicitée.

A la suite de la réception de cette demande, l'acheteur notifie sa décision dans les meilleurs délais. S'il entend faire droit à tout ou partie de la demande, l'acheteur notifie sa décision dans les meilleurs délais. S'il entend faire droit à tout partie de la demande la prolongation accordée sera notifiée au titulaire. Le ou les délai(s) ainsi prolongé(s) a (ont) les mêmes effets que le(s) délai(s) contractuel(s). Cette décision n'ouvre pas droit à indemnité pour le titulaire. A défaut, en cas de refus de faire droit à cette demande, la décision de l'acheteur s'impose au titulaire qui devra se conformer au(x) délai(s) contractuel(s) sans pouvoir prétendre à une modération ou une annulation des pénalités applicables. Il est précisé que le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation financière ou refuser l'exécution des prestations.

En dehors du cas prévu précédemment, une prolongation du délai de réalisation de l'ensemble des prestations ou le report du début des prestations peut être justifié par :

- Le retard provoqué par les troubles résultant de cataclysme naturel, hostilités, révolutions, actes terroristes, émeutes, manifestations violentes, incendies, inondations (notamment crues décennales) ;
- Le retard dû à une grève générale ou particulière aux activités touchant le secteur du bâtiment, du transport ou de l'énergie au-delà de dix (10) jours consécutifs ; une grève interne et propre au Titulaire ou à ses prestataires ou ses sous-traitants n'est pas considérée comme une Cause Légitime ;
- Le retard dû à la découverte de vices affectant le bâtiment, le sol ou le sous-sol non décelables par le Titulaire en tant qu'homme de l'art au regard des pièces constitutives du Marché et des visites réalisées lors de l'élaboration de son offre ;

- Le retard dans l'obtention des autorisations administratives, une non-obtention des autorisations administratives, ou un retrait des autorisations administratives nécessaires à l'exécution du Marché ;
- Le fait d'un tiers empêchant l'accès ;
- Toutes sujétions techniques imprévues, soit de modifications affectant l'ouvrage à la demande du maître de l'ouvrage ;
- Tout cas de force majeure.

L'importance de la prolongation ou du report est décidée par le maître d'ouvrage après consultation du titulaire. Un ordre de service notifie au titulaire la durée de la prolongation.

4°) En cas de substitution d'un nouveau titulaire au titulaire initial du marché, la modification est opérée en application de l'article R 2194-6 1° et dans les conditions suivantes.

Le titulaire notifie sans délai à l'acheteur tout projet de restructuration de l'entreprise (fusion, absorption) et tout projet de cession de marché. A cet effet, il produit les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

L'acheteur procède, dès la réception des éléments, à la vérification de la situation du cessionnaire au regard des articles L2141-1 à L2141-5 du Code de la commande. En outre, le cessionnaire devra remplir les conditions qui avaient été fixées pour la participation à la procédure de passation du marché public initial.

Le cessionnaire devra produire à ce titre :

- les éléments demandés à l'article R2143-3 du Code de la commande publique
- les attestations de régularité fiscale et attestations de vigilance URSSAF datant de moins de 6 mois
- une déclaration sur l'honneur de non-emploi de travailleurs étrangers datant de moins de 6 mois ;

OU

Une liste nominative des travailleurs salariés étrangers soumis à autorisation de travail datant de moins de 6 mois (articles R1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du code du travail), précisant la nationalité, la date d'embauche et le type et le numéro de l'autorisation de travail.

En cas d'acceptation expresse de l'acheteur, la cession du contrat ou la substitution de titulaire fera l'objet d'un avenant de transfert au nouveau titulaire du marché. En tout état de cause, l'acheteur se réserve le droit de résilier le contrat lorsque le titulaire ne remplit pas les conditions exigées ci-dessus ou bien pour tout autre motif.

26.3 Changement dans la situation du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur tout changement se rapportant :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité - A sa raison sociale ou à sa dénomination par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné d'un extrait K BIS du registre de commerce et l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales
- A son adresse ou à son siège social
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement
- A son compte de règlement bancaire, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un Compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP avec les codes BIC ou IBAN du nouveau destinataire.

À l'adresse suivante :
URSSAF HD
TSA 99999
20 avenue Viton
13287 Marseille Cedex 09

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

CHAPITRE IV - DROITS ET OBLIGATIONS INHERENTS A L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX

Article 27 – Réception des ouvrages ou travaux

Le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre devra procéder aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à vingt (20) jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux.

La réception sans réserve ne peut être prononcée que si les essais et épreuves prévus au marché s'avèrent concluants (vérification des performances ou rendements prévus...)

Par dérogation aux articles 41.1.3 et 41.3 du CCAG, la réception ne peut résulter que d'une décision expresse du maître d'ouvrage. En tout état de cause, la réception ne peut être réputée acquise après l'écoulement d'un délai.

Conformément à l'article 41.4 du CCAG-Travaux, si des épreuves ou vérifications ne peuvent être réalisées qu'à certaines périodes de l'année, ainsi, dans le cas du présent marché, la réception sera prononcée sous la réserve que ces essais soient concluants dès qu'ils pourront être réalisés de façon significative, à savoir, après une période de grand vent et de fortes précipitations.

En précision à l'article 41.6 du CCAG, le délai de levée des réserves est fixé à compter de la date de réception des travaux ou de la date de l'apparition de ces réserves si celles-ci sont postérieures à la réception.

Les réserves seront notifiées aux entrepreneurs des lots concernés par la ou les réceptions partielles avec le délai imparti pour remédier aux imperfections et malfaçons relevées.

Dans le cas où les travaux n'auraient pas été réalisés dans le délai prescrit, la personne signataire du marché peut les faire exécuter aux frais et risques de l'entrepreneur, après mise en demeure demeurée infructueuse.

Dans le cas où certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, la personne signataire du marché se réserve la possibilité de renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une refaction sur les prix.

Si le titulaire accepte la refaction, les imperfections qui l'ont motivé se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve. Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

Article 28 – Documents fournis après exécution

Par dérogation à l'article 40.1 du CCAG Travaux, le titulaire remettra au maître de l'ouvrage, le jour des opérations préalables à la réception, en 3 exemplaires sur support papier, les fiches de produits, de matériels et matériaux, les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur et ayant reçu le visa du maître d'œuvre.

En même temps, il sera de surcroît remis, une version informatisée des documents ci-dessus compatible avec les logiciels (Word, Excel, maquette BIM (ifc), plans au format AUTOCAD (dwg) et fichiers en PDF (logiciel adobe Acrobat) sur clé USB.

Les plans et documents à fournir par l'entrepreneur s'entendent des plans et documents qu'il a établis ou qu'il a dû se procurer auprès de ses fournisseurs, à l'exclusion des documents dont la production incombe au Maître d'œuvre.

Les documents d'exécution comprennent également ceux demandés par le coordonnateur SPS pour l'élaboration du dossier d'intervention ultérieure sur les ouvrages.

Une retenue forfaitaire fixée à 3% du montant forfaitaire du marché sans pour autant être inférieure à 760 euros est opérée jusqu'à la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par l'entrepreneur, cités ci-dessus, en dérogation à l'article 40.1 du CCAG Travaux.

Cette retenue ne peut être levée qu'après fourniture de la totalité des documents visés ci-dessus et acceptés par le maître d'œuvre.

Article 29 – Garanties

Le titulaire du présent marché doit trois types de garanties :

- la garantie de parfait achèvement ;
- la garantie de bon fonctionnement ;
- la garantie décennale ;

Chaque délai de garantie commence à courir à compter de la date d'effet de la réception des travaux ou ouvrages.

*

29.1 La garantie de parfait achèvement

La **durée de garantie de parfait achèvement** est fixée à 12 mois conformément à l'article 44-1 du CCAG travaux pour l'ensemble des lots de la présente consultation

Au titre de cette obligation, il doit en particulier :

- remédier à ses frais à tous les désordres dont les causes lui sont imputables, et qui se produiraient durant le délai de garantie, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il se trouvait lors de la réception ou après reprises des imperfections constatées ;
- exécuter les travaux de finition ou de reprises demandés lors de la réception.

Ce délai de garantie pourra être prolongé sur décision du maître de l'ouvrage dans les conditions définies par l'article 44.2 du CCAG travaux.

29.2 La garantie de bon fonctionnement

La durée de **garantie de bon fonctionnement** est fixée à 2 ans pour tous les équipements qui ne relèvent pas de la garantie décennale conformément aux principes dont s'inspire l'article 1792-3 du code civil. Les fabricants d'un ouvrage d'une partie d'ouvrage ou d'un équipement sont solidairement responsables de cette garantie avec l'entrepreneur ayant procédé à l'installation desdits biens en conformité avec les principes dont s'inspire l'article 1792-4 du code civil.

29.3 La garantie décennale

La **garantie décennale** couvre les dommages tels qu'ils sont définis par les principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2 et 1792-4-1 du code civil. Les fabricants d'un ouvrage d'une partie d'ouvrage

ou d'un équipement sont solidairement responsables de cette garantie avec l'entrepreneur ayant procédé à l'installation desdits biens en conformité avec les principes dont s'inspire l'article 1792-4 du code civil.

29.4 Garanties particulières

28.4.1 Garantie particulière d'étanchéité

L'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage contre tout défaut d'étanchéité des TERRASSES / ouvrages pendant un délai de dix ans à partir de la date de réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts d'étanchéité qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou d'une exécution des travaux.

Article 30 – Assurances

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux, sous réserve qu'ils n'aient pas fourni un tel document au moment de la remise des candidatures, l'entrepreneur ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, **avant la notification du marché et dans un délai de dix (10) jours à compter de la demande du maître d'ouvrage**, qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance responsabilité civile professionnelle garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages de toute nature (corporels, matériels et immatériels) causés par l'exécution des travaux. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises.
- d'une assurance responsabilité civile décennale au titre de l'article L241-1 du code des assurances. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises.
- d'une assurance de dommages aux biens meubles de toute nature contre le vol, l'incendie et les dégâts des eaux, garantissant les ouvrages et matériaux approvisionnés, sans aucune franchise, par une attestation délivrée par la compagnie d'assurance.

La non-production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché.

L'entrepreneur fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune mainlevée de caution ne pourra avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée certifiant que l'entrepreneur a réglé les primes afférentes aux polices mentionnées ci-dessus.

En cas de chantier d'une durée supérieure à 12 mois, l'entreprise remettra une nouvelle attestation au cours du treizième mois.

Par ailleurs, en application de l'article 8.2 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage précise qu'il contractera les assurances suivantes :

- Dommage ouvrage
- Tous risques chantiers
- Responsabilité civile ;

Article 31 – Autres pièces à produire

Les entrepreneurs devront produire **tous les 6 mois à compter de la notification du marché jusqu'à son terme** :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions **datant de moins de 6 mois** (ou NOTI1),

- **lorsque l'immatriculation du candidat au registre de commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée**, le candidat doit fournir **l'un des documents** mentionnés à l'article D8222-5 du nouveau Code du travail (ou NOTI1) :

- a) une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers, **ou**
- b) un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou à un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente, **ou**
- d) un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.

- la **liste nominative des salariés étrangers** employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail, conformément aux articles D8254-2, D8254-3, D8254-4, D8254-5 du code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est également exigée en cas de sous-traitance. A défaut, une attestation sur l'honneur précisant le non-emploi de salariés étrangers.

Article 32 - Résiliation

Il sera fait application des dispositions du CCAG Travaux, sauf l'article 50.2.1 et 50.4, sous réserve des précisions suivantes :

32.1 Cas de résiliation ouvrant droit à indemnité

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché, en tout ou partie, pour un motif d'intérêt général, sans qu'il y ait faute du titulaire, en dehors des cas de décès, incapacité civile, redressement ou liquidation judiciaire, incapacité physique, ainsi que des cas développés ci-après (résiliation aux torts du titulaire avec mise en demeure, et résiliation aux torts du titulaire sans mise en demeure).

32.2 Cas de résiliation n'ouvrant pas droit à indemnité

Aucune indemnité ne sera due au titulaire ou ses ayants droits dans les cas suivants :

- décès ou incapacité civile,
- sauvegarde ou redressement judiciaire : le marché pourra être résilié dans les conditions prévues par l'article L 622-13 du code de commerce,
- liquidation judiciaire : le marché pourra être résilié dans les conditions prévues par l'article L 641-11-1 du code de commerce,
- incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché.

32.3 Résiliation aux torts du titulaire avec mise en demeure

Le maître de l'ouvrage peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, notamment lorsque :

- le titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation portant sur la protection de l'environnement,
- le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement a fait l'objet d'une constatation contradictoire et d'un avis du maître d'œuvre. La résiliation pourra être soit simple, soit aux frais et risques du titulaire ;

- le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives ou réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations mentionnées à l'article 3.6 du CCAG travaux.

La mise en demeure est notifiée par écrit. Elle est assortie d'un délai de 15 jours pendant laquelle le titulaire devra satisfaire à ses obligations ou présenter ses observations.

32.4 Résiliation aux torts du titulaire sans mise en demeure

Le maître de l'ouvrage peut résilier le marché aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable lorsque :

- le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 29-2 du présent CCAP, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- le titulaire s'est livré, au cours de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux, notamment lorsque ceux-ci portent sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations, ou lorsqu'il a eu recours au travail dissimulé et que le délit a été constaté par l'Urssaf,
- le titulaire a été exclu de toute participation aux marchés publics ou a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale, postérieurement à la notification du marché ;
- la déclaration produite en application de l'article R 2143-3 du code de la commande publique a été reconnue inexacte.

Article 33 – Mesures coercitives

Il sera fait application de l'article 52 du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-Travaux, le pouvoir adjudicateur peut, sauf en cas de résiliation du marché prononcée en cas de décès ou incapacité civile, sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire, incapacité physique, dans un délai de 30 jours à compter de la décision de résiliation, passer aux frais et risques du titulaire, un marché pour l'exécution de tout ou partie des prestations non encore réceptionnées.

Conformément à l'article 52.6 du CCAG-Travaux, l'augmentation de dépenses, par rapport au prix du marché, qui résulterait de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire reste à sa charge. La diminution de dépenses ne lui profite pas.

Dans le cas d'un marché passé avec un groupement, l'article 52.7 du CCAG s'applique en plus des précisions ci-après.

Lorsque le mandataire est défaillant non seulement dans son rôle de mandataire mais aussi en tant qu'entrepreneur vis-à-vis des travaux dont il est chargé, il sera fait application des modalités suivantes.

Si les cotraitants du mandataire défaillant l'acceptent expressément, une nouvelle entreprise peut être substituée au mandataire pour les travaux dont il est chargé après résiliation du marché en tant qu'il est conclu avec lui, et un nouveau mandataire est alors désigné selon les modalités fixées à l'article 52.7.2 du CCAG Travaux. Ces modifications sont prises en compte par un avenant conclu entre le maître de l'ouvrage et les dits cotitulaires, y compris le nouvel entrepreneur.

Faute de l'accord des cotitulaires du mandataire défaillant, le maître de l'ouvrage passera un nouveau marché pour la réalisation de la part des travaux non exécutée par ledit mandataire. Dans ce cas :

- si les autres cotitulaires en expriment le souhait, ils peuvent poursuivre leurs travaux dans le cadre d'un groupement réduit à eux seuls ; un avenant désigne alors clairement la part des prestations exclues du marché et celles restant à fournir par chacun des cotitulaires du groupement ainsi réduit ;
- dans le cas contraire, le maître de l'ouvrage résilie la totalité du marché.

Article 34 – Sécurité

L'Urssaf-PACA se réserve le droit d'interdire l'accès à toute entreprise extérieure ne respectant pas les règles imposées.

Le titulaire du marché s'engage à respecter les prescriptions relatives à la sécurité applicables à l'Urssaf Paca. Au préalable et avant chaque intervention, il devra avoir planifié avec le service de la logistique sa future intervention. De même, lors de l'entrée et de la sortie du site, la logistique devra être informée de la présence du salarié du titulaire.

34.1 Clause liée à la sécurité des biens et des personnes

Les prestations seront à réaliser dans l'enceinte d'un établissement en fonctionnement, le titulaire devra donc prendre toutes les dispositions nécessaires pour garantir la sécurité des usagers, du personnel, de la circulation des véhicules, etc. tout en assurant la continuité du fonctionnement de l'Etablissement.

Le prestataire devra se conformer aux règles de sécurité en vigueur et applicables à l'établissement.

Il sera tenu pour responsable de tous les accidents de quelque nature que ce soit qu'il pourra occasionner du fait de la réalisation de ses prestations.

En cas d'intervention en tant que travailleur isolé réalisation d'une tâche par une personne seule, dans un environnement de travail où elle ne peut être vue ou entendue directement par d'autres et où la probabilité de visite est faible). L'intervenant extérieur devra disposer d'un téléphone portable ainsi que des coordonnées de la Logistique et du directeur et responsable du site. De plus, il est tenu d'informer la Logistique lorsqu'il se déplace dans une zone isolée.

34.2 Clause liée à la confidentialité des informations

Le titulaire s'engagera au respect total de la confidentialité. Afin de garantir cet objectif de sécurité, il s'engagera à ne divulguer aucune information auquel il pourrait avoir accès, pendant la durée du marché et après son expiration. En cas de non-respect de cet engagement de confidentialité, l'Urssaf pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire. Le titulaire s'exposera également aux poursuites judiciaires prévues à l'article 226-13 du Code Pénal.

34.3 Clause liée au système d'information

Accès aux ressources informatiques : les ressources informatiques (micro-ordinateurs, serveurs, routeurs, téléphones, écrans, etc..) ne sont pas utilisables par le prestataire, sauf intervention nécessaire dans le cadre de la prestation et avec autorisation de l'Urssaf PACA.

Dans le cadre de travaux, toute coupure électrique, débranchement ou déplacement d'appareil informatique doit se faire avec l'autorisation de l'Urssaf PACA.

En tout état de cause, le prestataire s'engage à prendre toutes les mesures préventives nécessaires afin de ne pas occasionner de coupure électrique ou débranchement d'appareil informatique.

Article 35 – Confidentialité

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du

règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de quatre (4) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

Article 36 – Protection des données personnelles

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 CCAP 19 AC 36 page 19 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Pour l'exécution des prestations, le Titulaire s'engage à :

1. Traiter les données uniquement pour les finalités des prestations qui font l'objet du présent marché

2. Traiter les données conformément aux instructions de l'organisme bénéficiaire. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'organisme bénéficiaire. En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'organisme bénéficiaire de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

3. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

4. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

5. Droits d'informations des personnes concernées

Le Titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec l'organisme bénéficiaire avant la collecte de données.

6. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le Titulaire doit aider l'organisme bénéficiaire à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le Titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'organisme bénéficiaire et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet des prestations prévues par le présent marché.

7. Notification des violations de données à caractère personnel

Le Titulaire notifie à l'organisme bénéficiaire toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'organisme bénéficiaire, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord de l'organisme bénéficiaire, le Titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte de l'organisme bénéficiaire, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;

- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'organisme bénéficiaire propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'organisme bénéficiaire, le Titulaire communique, au nom et pour le compte de l'organisme bénéficiaire, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'organisme bénéficiaire propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

8. Aide du Titulaire dans le cadre du respect par l'organisme bénéficiaire de ses obligations

Le Titulaire aide l'organisme bénéficiaire pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

9. Mesures de sécurité

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris, entre autres :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

10. Désignation d'un Délégué de Protection des Données

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'organisme bénéficiaire le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données, s'il en a désigné conformément à l'article 37 du règlement européen.

11. Registre des catégories d'activités de traitement

Le Titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement de l'organisme bénéficiaire pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données de l'organisme bénéficiaire ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement.

12. Documentation

Le Titulaire met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

13. Sort des données

Au terme du marché, le Titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'organisme bénéficiaire. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction

Article 37– Règlement des litiges

Le chapitre 8 du CCAG Travaux est applicable aux règlements des différends.

En cas de litige survenu dans l'exécution du présent marché qui n'aurait pu être réglé à l'amiable, les parties contractantes pourraient recourir à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre IV du nouveau code de procédure civile.

A défaut de règlement du litige à la suite de la mise en œuvre de la procédure d'arbitrage, les deux parties entendent le soumettre à la juridiction de droit commun du siège de l'Urssaf PACA, à savoir le Tribunal judiciaire de Marseille.

Les coordonnées du tribunal sont les suivantes :

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MARSEILLE
6, rue Joseph Autran – 13281 Marseille cedex 6
Tél: 04.91.15.50.50

Article 38– Dérogations aux documents généraux

ARTICLE DU CCAP	DEROGATION AU CCAG	OBJET DE LA DEROGATION
2	4.1	Ordre de priorité des pièces
2	4.2	Notification du marché
7.4	13.5	Fixation prix nouveaux
7.5	9.4	Date d'établissement des prix

9.1	12.1.8 et 12.1.4	Décomptes mensuels
9.2	12.3.2 et 12.4.2	Projet de décompte final et notification décompte général
9.3	12.4.4	Décompte général et définitif
15.1	3.7.2	Bons de commande
15.2	9.4.2	Date d'établissement du prix initial (actualisation du prix)
16.3	3.6.1.2	Paieement direct
17	50.2.1	Révision et résiliation pour ordre de service tardif
18	19.2.1 et 19.2.2	Pénalités
18.1	19.2.3 et 19.2.4	Pénalités de retard
18.3	19.3	Pénalités
24	38	Contrôle des travaux
25	14.4.3	Augmentation du montant des travaux
26.2	13	Réexamen
27	41.1.3 et 41.3	Réception tacite
28	40.1	Documents fournis après exécution
30	8.1.3	Assurances
32	50.2.1 et 50.4	Résiliation
33	52.1	Mesures coercitives